



Louh rappelle l'obligation de réserve des magistrats

Page 2

Port de Skikda

Saisie de près de 15 000
comprimés de psychotrope

Page 24

Les DEBATS

Votre quotidien national



Report de l'élection, pas de 5^{ème} mandat

Les décisions historiques de Bouteflika

C'est un message gorgé de solennité que requiert la teneur historique des décisions attendues par la population et requise par la situation, que Abdelaziz Bouteflika a adressé hier aux Algériens.

- Bedoui nommé Premier ministre, Lamamra vice-Premier ministre
- Ouyahia présente sa démission
- Bouteflika reçoit Lakhdar Brahimi

Page 3



En raison de rupture de stocks

Le haut fourneau d'El Hadjar encore à l'arrêt

Une opération d'arrêt du haut fourneau du complexe sidérurgique Sider El Hadjar de Annaba a été effectuée hier, comme « mesure préventive pour sécuriser l'installation en raison d'une insuffisance dans le stock de minerai de fer », a indiqué à l'APS, le directeur général du complexe.



Par Rachid Chihab

« Le complexe Sider El Hadjar ne dispose actuellement que d'une réserve de minerai de fer pour trois jours d'activités et le fonctionnement du haut fourneau nécessite un stock couvrant 40 jours d'activité », a précisé Chamseddine Maâtallah, soulignant que cet arrêt était « une mesure préventive ».

Le recul dans le stock en minerai de fer au complexe El Hadjar est causé par « la diminution du rythme de l'acheminement de cette matière depuis les mines d'El Ouenza et Boukhadra dans la wilaya de Tébessa due à la grève qu'a connue la Sntf et le dérèglement signalé sur la ligne de la voie ferrée, Tébessa-Annaba en passant par Souk

Ahras », a-t-il expliqué. « L'arrêt du haut fourneau sera maintenu jusqu'à la constitution de la réserve nécessaire à son fonctionnement », a déclaré le responsable, précisant que l'activité de production dans les aciéries se poursuit normalement.

Le DG a relevé que les aciéries disposent « des réserves nécessaires et suffisantes » en matière semi finie pour continuer leurs activités.

Le complexe Sider-Al Hadjar emploie actuellement 4 500 travailleurs et a atteint, en 2018, une production totale de 700 000 tonnes d'acier.

Par ailleurs, la cadence de transfert de minerai de fer des mines d'El Ouenza et Boukhadra (wilaya de Tébessa) vers le complexe Sider El Hadjar (Annaba) via la voie ferrée « devra augmenter dans le courant de cette

semaine » avec l'achèvement des travaux de la ligne ferroviaire Boukhadra-Oued Keberit en panne depuis 10 jours, a indiqué hier le directeur régional de la Société nationale des transports ferroviaires (Sntf), Abderazak Benbelgacem.

Le programme de transport de minerai de fer de ces deux mines vers Sider El Hadjar, conformément au contrat liant la Sntf à ce complexe a connu « des perturbations durant février dernier à cause d'un mouvement des travailleurs de la Sntf du 12 au 26 février, outre la panne causée par le dérapage d'un train sur ce tronçon », a précisé à l'APS, le même responsable.

« Le mouvement des travailleurs de la mine d'El Ouenza durant une semaine entière début février a également affecté la cadence de transfert des

matières premières vers le complexe Sider El Hadjar », a encore relevé le même responsable.

Le programme de transfert de minerai de fer vers Sider El Hadjar est assuré quotidiennement par quatre trains transportant chacun 1 400 tonnes, a précisé Benbelgacem qui a souligné « qu'actuellement la moitié de la quantité prévue est acheminée vers le complexe, soit deux trains par jour ».

« La Sntf prévoit de rattraper le déficit dès l'achèvement de la réparation en cours de la panne sur la voie ferroviaire », selon M. Benbelgacem.

Le haut fourneau du complexe Sider El Hadjar a été mis à l'arrêt au cours des premières heures d'hier en raison du recul du stock de minerai de fer nécessaire pour son fonctionnement normal.

R.C.

Un pouvoir judiciaire impartial
« Gage de la sécurité et de la stabilité »
affirme Louh

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, a affirmé, hier à Alger, qu'un pouvoir judiciaire impartial, à l'abri des tiraillements politiques, était le gage de la sécurité et de la stabilité de la nation.

Dans son allocution lors de la cérémonie organisée par le ministère de la Justice, à l'occasion de la Journée de la femme, M. Louh a indiqué qu'« un pouvoir judiciaire impartial, à l'abri des tiraillements politiques et la pluralité des processus et visions constituent le gage de la sécurité et de la stabilité de la nation », insistant sur « l'importance de la préservation des acquis réalisés en termes d'instances et d'institutions, sans lesquels on ne saurait parler d'un choix démocratique, sûr et sécurisé ».

Le ministre a rappelé que « l'engagement des magistrats, en toutes circonstances, à se conformer à l'obligation de réserve et à s'éloigner de tout ce qui pourrait attenter à leur impartialité et à leur indépendance, sont autant de valeurs qu'ils s'étaient engagés à respecter lors de la prestation de serment ».

« Le magistrat doit faire preuve d'équité, de loyauté, de probité et de fidélité aux principes de la Justice », a-t-il ajouté, exprimant sa conviction que le magistrat « a pleinement conscience du poids de la responsabilité qui lui incombe », d'où la nécessité de voir « cette responsabilité répondre aux principes stipulés dans les statuts et le code d'éthique de cette profession ».

Le pouvoir judiciaire « est conscient de sa responsabilité constitutionnelle, car constituant un pouvoir indépendant exerçant ses devoirs dans le cadre de la loi sur la base de la légalité et de l'égalité ». Pour le ministre de la Justice, le peuple algérien « uni dans les épreuves, est capable de surmonter toutes les étapes sensibles et consolider les acquis réalisés, en tête desquels l'unité du pays contre toute infiltration, la préservation de la sécurité et de la stabilité, l'instauration de la quiétude et la construction d'un avenir plus prospère ».

R. N.

Soulignant qu'elle agit dans le cadre des lois de la République

Gaïd Salah assure que l'ANP œuvre à la préservation de la confiance du peuple

Par S. A. Mohamed

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a de nouveau parlé hier, de la confiance du peuple en son armée professionnelle et a mis l'accent sur son importance, car elle agit conformément aux lois de la République et œuvre à la préservation de cette confiance.

Dans son allocution lors de la réunion annuelle des cadres de l'appareil de formation de l'ANP qui s'est tenue à l'Ecole nationale préparatoire aux études d'ingénieur à Alger, M. Gaïd Salah a mis en exergue l'importance d'« une Armée professionnelle de par sa performance et son raisonnement, qui agit conformément aux dispositions des lois de la République, selon l'envergure et la nature des missions qui lui

sont assignées, professionnelle également, de par l'assimilation des paramètres à même de préserver en permanence le capital de confiance de son peuple ». Il a mis l'accent, à cette occasion, sur les « grands pas » franchis par l'appareil de formation, grâce à l'appui « constant et continu » accordé à ce secteur dans l'ensemble des domaines et spécialités. « La grande valeur et l'estime que nous accordons, au sein de l'ANP, au savoir et à la science, représentent la feuille de route dont nous suivons la teneur avec une rationalité et persévérance extrêmes en vue de permettre à notre appareil de formation, avec tous ses établissements et ses structures, d'accomplir les nobles missions qui lui sont assignées », a souligné M. Gaïd Salah. Il s'agit, a-t-il précisé, « des missions qui consistent, principalement, à former une élite de cadres pluridisciplinaires, capable de

suivre et de s'adapter aux évolutions scientifiques et technologiques, et d'emprunter les multiples voies permettant de s'ouvrir davantage sur l'avenir, avec une vision clairvoyante à même d'envisager l'avenir et de mieux déceler ses exigences afin d'atteindre les objectifs escomptés ». « En effet, tout ce qui a été réalisé, jusqu'à présent, dans le domaine de la science, de la connaissance et de la formation, est d'une extrême importance, et une source de satisfaction, cependant, les ambitions de l'ANP, qui sont également celles de l'Algérie et de son peuple, l'incitent constamment à être à la hauteur des lourdes responsabilités qui lui sont dévolues, lesquelles requièrent l'identification des compétences à même de les assumer d'une manière parfaite et complète », a-t-il fait observer. Ainsi, « nous estimons que la science, le savoir et la formation adéquate

constituent les moyens idoines pour atteindre nos objectifs. De ce fait, se mettre au diapason de l'évolution qu'ont connue les armées modernes dans le monde d'aujourd'hui, et suivre sa cadence en toute connaissance, conscience et discernement seront l'objectif légitime et ambitieux que vous devrez atteindre, avec l'aide de Dieu, grâce à la volonté et la détermination qui vous animent », a ajouté le chef d'état-major de l'ANP. Le général de corps d'Armée met en évidence, également, qu'« il est certain que la facilité qui caractérise l'intégration des nouvelles recrues dans le cursus pédagogique et de formation, dispensé dans les rangs de l'ANP, est la meilleure preuve de la cohérence entre l'environnement professionnel militaire et le vivier populaire, d'où notre appareil de formation puise sa composante humaine ». Le chef d'état-major de l'ANP a, par

la même occasion, « salué la qualité de la ressource humaine élite, issue des différents établissements de formation militaires, atteinte grâce à la clairvoyance de la stratégie adoptée qui repose sur une vision et des objectifs de court, moyen et long termes, et grâce aussi à la dotation de ces établissements de formation de moyens pédagogiques modernes, d'une sélection d'encadreurs et de formateurs hautement qualifiés, conscients de leur lourde responsabilité ». « Ainsi, celui qui est conscient de la sensibilité de ses missions envers son pays, et qui arrive à atteindre de hauts niveaux de compétence dans les différentes spécialités, réussira, sans nul doute, à acquérir les caractéristiques du citoyen modèle, et sera également, au vu de sa profession, un bon militaire », a indiqué le vice-ministre de la Défense nationale.

S.A.M.

Report de l'élection, pas de 5^e mandat

Les décisions historiques de Bouteflika

C'est un message gorgé de solennité que requiert la teneur historique des décisions attendues par la population et requise par la situation, que Abdelaziz Bouteflika a adressé hier aux Algériens.



Par Nadjib Stambouli

Dans cette lettre, envoyée au lendemain de son retour au pays après une quinzaine de jours d'analyses médicales à Genève, il annonce deux importantes décisions, à savoir ne pas briguer de 5^{ème} mandat, d'une part, et d'autre part, surseoir à la tenue de l'élection présidentielle, initialement prévue le 18 avril prochain. Dans ce message, Le Président Bouteflika a également annoncé la tenue de l'élection présidentielle dans le prolongement de la «conférence nationale inclusive et indépendante ainsi que la formation d'un gouvernement de compétences nationales».

La première lecture de cet événement historique que constitue en soi ce message présidentiel est qu'il est de part en part traversé par un souci d'écoute et surtout de réponse aux appels des citoyennes et des citoyens, notamment les jeunes, qui ont arpenté les rues sous le sceau de «silmya silmya» pour appeler à des «réformes profondes», à commencer par l'annulation de la candidature pour un 5^{ème} mandat. C'est d'ailleurs en introduction de son message que Bouteflika a placé cet écho, en ces termes : L'Algérie traverse une étape sensible de son Histoire. Ce 8 mars, pour le 3^{ème} vendredi consécutif, d'importantes marches populaires ont eu lieu à

travers le pays. J'ai suivi ces développements et, comme je vous l'ai déjà annoncé le 3 de ce mois, je comprends les motivations des nombreux compatriotes qui ont choisi ce mode d'expression dont je tiens, une fois de plus, à saluer le caractère pacifique». Sur le même registre de l'écoute des récentes pulsations connues par la société algérienne et revendications exprimées dans les marches pacifiques qui ont suscité l'admiration du monde entier, il poursuit : «Je comprends tout particulièrement le message porté par les jeunes en termes, à la fois, d'angoisse et d'ambition pour leur avenir propre et pour celui du pays. Je comprends aussi le décalage qui a pu être source de préoccupation entre, d'un côté, la tenue de l'élection présidentielle à une date techniquement appropriée en tant que jalon de gouvernance dans la vie institutionnelle et politique et, de l'autre, l'ouverture, sans délai indu, du vaste chantier, politiquement hautement prioritaire, de conception et de conduite de réformes profondes dans les domaines politique, institutionnel, économique et social, avec la participation la plus large possible et la plus représentative de la société algérienne, y compris la juste part devant revenir aux femmes et aux jeunes. Je comprends enfin que le projet rénovateur de notre Etat-nation, dont je

vous ai annoncé les principales articulations, gagnerait à bénéficier d'un surcroît de clarifications et être préparé, pour chasser tout doute des esprits, par la réunion des conditions de son appropriation par toutes les couches sociales et les composantes de la nation algérienne».

La suite du message est constituée de sept points, à savoir l'annulation du 5^{ème} mandat ainsi que celle de l'élection présidentielle du 18 avril afin de «satisfaire une demande pressante que vous avez été nombreux à m'adresser» et pour «apaiser les appréhensions qui ont été manifestées», précisera le Président de la République. Viendront ensuite les changements «importants» dans le gouvernement, dont il dira ceci : «Ces changements constitueront une réponse adéquate aux attentes dont vous m'avez saisi, ainsi qu'une illustration de ma réceptivité à l'exigence de reddition de comptes et d'évaluation rigoureuse dans l'exercice des responsabilités à tous les niveaux et dans tous les secteurs».

En quatrième point figure la conférence nationale inclusive et indépendante qui «sera une enceinte dotée de tous les pouvoirs nécessaires à la discussion, l'élaboration et l'adoption de tous types de réformes devant constituer le socle du nouveau système que porte le lancement du processus de

transformation de notre Etat-nation». De cette conférence nationale, émanera la nouvelle Constitution dont le projet «sera soumis à un référendum populaire. La Conférence nationale indépendante fixera souverainement la date de l'élection présidentielle à laquelle je ne serai en aucun cas candidat», précisera Abdelaziz Bouteflika.

L'élection présidentielle «dans le prolongement de la conférence nationale inclusive et indépendante sera organisée sous l'autorité exclusive d'une commission électorale nationale indépendante dont le mandat, la composition et le mode de fonctionnement seront codifiés dans un texte législatif spécifique» est-il mentionné dans le même message.

Un autre point aborde l'instance organisatrice des futures élections en ces termes : «Dans le but de contribuer de manière optimale à la tenue de l'élection présidentielle dans des conditions incontestables de liberté, de régularité et de transparence, il sera formé un gouvernement de compétences nationales bénéficiant du soutien des composantes de la conférence nationale».

Dans un septième et dernier point, le Président Bouteflika réaffirme solennellement «ne ménager aucun effort pour que les Institutions, structures, démembrements de l'Etat et collectivités locales se mobilisent pour concourir à la pleine réussite de ce plan de travail».

C'est par ces mentions émouvantes que se termine le message : «Voici la voie du salut que je vous invite à emprunter ensemble pour prémunir l'Algérie contre des épreuves, des déchirements et des déperditions d'énergies.

Voici la voie d'un sursaut collectif pacifique pour permettre à l'Algérie de réaliser tout son potentiel dans une démocratie épanouie, digne des gloires de l'Histoire de notre nation».

En somme, en sept points et autant de décisions d'une indéniable charge historique, ce message porte les jalons d'un texte fondateur, sous la bannière de l'apaisement auquel ne manquent pas de souscrire les citoyens qui ont exprimé des appels auxquels le Président a répondu d'une manière à la hauteur de leurs attentes, de leurs exigences même.

N. S.

Ouyahia présente sa démission

Le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a reçu hier à Alger, le Premier ministre Ahmed Ouyahia qui lui a remis sa démission. A cette occasion, le chef de l'Etat a remercié M. Ouyahia pour les efforts déployés durant l'exercice de ses fonctions.

Création de poste de vice-Premier ministre

Le Président Bouteflika, a signé deux décrets présidentiels, dont un portant création de poste de vice-Premier ministre, indique un communiqué de la Présidence de la République. Le premier décret présidentiel «rapportant les dispositions des décrets présidentiels n°19-08 du 17 janvier 2019, portant convocation du corps électoral en vue de l'élection du président de la République». Le second décret présidentiel porte sur la création de la fonction de vice-Premier ministre.

Bedoui nommé Premier ministre, Lamamra vice-Premier ministre

Le Président de la République a reçu, à Alger, MM. Noureddine Bedoui et Ramtane Lamamra. Lors de cette audience, le chef de l'Etat a procédé à la nomination de M. Bedoui au poste de Premier ministre en remplacement de M. Ahmed Ouyahia. M. Bouteflika a également nommé, à la même occasion, M. Lamamra au poste de vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères. Le Président Bouteflika a chargé M. Bedoui de former le nouveau gouvernement.

Le président Bouteflika reçoit Gaïd Salah

Le Président Bouteflika a reçu, à Alger, le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah. Lors de cette audience, M. Gaïd Salah a présenté un rapport sur la situation sécuritaire au niveau national, notamment au niveau des frontières.

Fin de fonction au président et des membres de la HIISE

Le Président de la République a signé un décret présidentiel mettant fin aux fonctions du président de la Haute instance indépendante de surveillance des élections (Hiise), Abdelouahab Derbal, et des membres désignés de cette instance, indique un communiqué de la Présidence de la République.

Bouteflika reçoit Lakhdar Brahimi

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a reçu le diplomate algérien et ancien ministre des Affaires étrangères, Lakhdar Brahimi.

«J'ai eu l'insigne honneur d'être reçu par le Président Bouteflika à son retour de Suisse où il a effectué des contrôles médicaux périodiques, pour m'enquérir de son état de santé», a indiqué M. Brahimi dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience, qualifiant cette visite de «visite de courtoisie».

Le Président Bouteflika «m'a informé de

certaines décisions importantes qu'il était en passe de prendre, compte tenu de la conjoncture que traverse le pays», a-t-il ajouté.

Le diplomate algérien s'est dit «optimiste» quant à ses entretiens avec le chef de l'Etat, ajoutant que «la voix du peuple, notamment les jeunes, a été entendue et les prémices d'une nouvelle ère constructive pointent déjà à l'horizon pour apporter des solutions à nos problèmes». «Les jeunes sortis dans les rues ont fait preuve d'un haut sens de responsabilité, forçant l'admiration

de tous, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger», a-t-il souligné, appelant à «continuer à interagir avec autant de responsabilité et de respect mutuel pour faire de cette crise, une halte de construction et d'édification». Le dernier poste occupé par M. Brahimi est, rappelle-t-on, celui d'envoyé des Nations unies et de la Ligue arabe pour la Syrie, duquel il a démissionné à la fin mai 2014.

Il est actuellement membre du Groupe des Sages de l'Union africaine et membre du Comité des sages (Global elders) institué par feu Nelson Mandela.

La société et l'économie face à la transition politique

Pour une ambition à la dimension de l'Algérie

La conjoncture politique que vit notre pays depuis trois semaines est faite d'un «réveil» quasi-inattendu de la population à la «chose politique». Mais le plus inattendu dans l'affaire, et qui a surpris positivement les observateurs étrangers et nationaux, c'est l'esprit civilisé et pacifique qui a empreint, jusqu'ici, les marches populaires dans les quatre coins de l'Algérie.



Par Saâd Taferka

Les tentatives de dévoilement, de dénaturation et de récupération - particulièrement par les grèves sauvages qui ont paralysé des commerces et des services publics - ont heureusement échoué. Sans doute que, dans pareille situation, il faut s'attendre à toutes sortes de «coups fourrés» venant de milieux aigris ou revanchards, par lesquels leurs animateurs tenteraient de prendre le train des changements et de se présenter en «sauveurs». Sans attendre que la décantation s'opère de façon complète, le discernement semble heureusement avoir prévalu au profit d'un processus de changement apaisé, impliquant les forces saines de la société.

Abstraction faite des résultats que va rendre dans deux jours le Conseil constitutionnel en matière de validation des dossiers des prétendants à la magistrature suprême, le bulletin de vote est considéré comme un acte hautement citoyen. Même si la démocratie ne se limite pas à l'opération de vote - loin s'en faut, et l'histoire des démocraties occidentales est là pour nous le rappeler -, elle en est néanmoins la vitrine la plus visible. En poussant un plus loin l'analyse, nous dirions que cela devrait être plutôt le couronnement d'un processus de maturation sociale qui, dans notre pays, a subi maints soubresauts et une kyrielle de parcours chaotiques. L'histoire contemporaine n'a pas fait de cadeau à l'Algérie. Et cela s'est traduit d'une façon dramatique dans la cohésion de la société et dans la

conduite des institutions. Nul idéalisme ne saurait cependant nous faire l'économie d'une construction institutionnelle, aussi ardue et aussi éprouvante qu'elle puisse être. Lorsque la situation dangereuse du pays l'exigea, le Haut comité d'Etat, présidé par feu Mohamed Boudiaf, s'était même «permis» un Parlement désigné portant le nom de Conseil national de transition (CNT), mettant ainsi de côté les formes les plus élémentaires de légitimation politique par un processus électif.

Grâce aux efforts de la nation, des forces républicaines et de l'armée, le spectre de la régression historique du pays a été balayé, même si le prix payé a été des plus exorbitants. La bête immonde du terrorisme intégriste a été terrassée sur le terrain et une période de transition a été ouverte, débouchant sur l'élection présidentielle de 1999 qui a permis à Abdelaziz Bouteflika de prendre en main les affaires du pays.

Quelles clefs pour la stabilité ?

L'expérience politique qui a succédé aux indépendances dans certains pays africains, dont l'Algérie, invite sans doute à évaluer le parallèle - réputé pourtant automatique - entre la fréquence des élections pour la magistrature suprême et la stabilité d'un pays. Entre le Sénégal qui a vu défilé depuis 1960 que cinq présidents, la Tunisie qui en a connu quatre depuis 1958 et l'Algérie qui en a compté sept depuis 1962 (en faisant abstraction des deux présidents du gou-

vernement provisoire), la force probante de la relation entre la stabilité et les performances économiques, d'une part, et le renouvellement du titulaire de la présidence, d'autre part, n'est pas établie directement de cause à effet. Du moins dans cette sphère de pays anciennement colonisés, l'équation de la donne politique n'offre guère une grille de lecture telle qu'elle est établie pour les vieilles démocraties travaillées par d'homériques luttes politiques et syndicales et par un processus d'autonomisation de la société enclenché depuis l'ère des Lumières et renforcé par les avancées de la révolution industrielle.

Bien entendu, le constat ainsi fait sur les exemples africains ne doit pas autoriser de tirer trop vite la conclusion que les peuples de cette aire géographique seraient «hermétiques» ou ethniquement «inadaptés» aux valeurs de la démocratie comme veulent la faire croire certains cercles bien pensants occidentaux qui préfèrent les thèmes de l'aide humanitaire au processus de démocratisation que réclame une grande partie de l'élite et des populations du continent. Il n'y a qu'à voir les étapes historiques et les ahans de la démocratisation en Europe elle-même pour se rendre à l'évidence que c'est là un parcours où se rejoignent le génie de la culture humaine, les luttes sociales qui se donnent pour objectif de libérer l'homme de la sujétion au capital exploiteur et la volonté d'ancrer les valeurs de la citoyenneté dans le quotidien. Les peuples d'Europe et de Russie étant un moment enchaînés dans les archaïsmes

religieux et la soumission aux intérêts de l'aristocratie se virent gouvernés par des princes ou des rois qualifiés de «despotes éclairés». Ce sont des gouverneurs secrétés par l'élite politique et culturelle des pays concernés et qui se sont donné pour mission de faire le bonheur de leurs peuples respectifs sans nécessairement les consulter dans les formes que l'on connaît aujourd'hui.

Le sens civique ému

Aujourd'hui, une certaine vision de la démocratie, qui n'a pas nécessairement raison, refuse l'idée qu'un homme, un gouvernement ou un régime politique puissent travailler à instaurer la démocratie sans lui imprimer dans l'immédiat toutes les formes et tous les rites dont ce concept a fini par se prévaloir (élections libres à tous les échelons, multipartisme, libertés publiques...). En ce domaine, l'Algérie se présente comme un grand chantier de réflexion et d'analyse, où la base économique, l'état de la culture et de la conscience politique, ainsi que les aléas de la gouvernance institutionnelle constituent des pistes qui convergent vers un niveau plus que modeste sur les plans de la maturité et des possibilités de fructification immédiate. Il serait assurément d'une grande malhonnêteté et d'une patente maladresse de vouloir dissimuler la question, simple et cruciale à la fois, que se posent ordinairement nos citoyens à échéances électorales régulières sans trop s'inquiéter de

l'accusation d'incivisme qu'on pourrait proférer à leur rencontre. Elle est crue : «Pourquoi voter ?» Et si tout le fondement du jeu institutionnel et de ses objectifs politiques étaient dans cette terrible interrogation ! La justification de la question - prise en charge par des esprits savants cette fois-ci -, s'articule autour de deux options, lesquelles, quelque part, se rejoignent. Cela renvoie d'abord à l'explication, vraie ou fausse, qui nous suggère que «les jeux sont faits», et la voix de l'électeur «compte pour du beurre». La course à l'ascension individuelle par la promotion sociale permise par certains jeux électoraux (APC, APW et APN) dont les échos sont depuis longtemps parvenus dans les chaumières algériennes, a fini par émousser le sens civique de nos compatriotes. Ce grand déficit de confiance entre élus et électeurs a trouvé ses justifications dans le sort peu enviable réservé aux problèmes des populations après les élections.

Pourtant, s'agissant des élections présidentielles, l'équation prend une autre dimension par laquelle s'affirment et se consolident l'unité du pays, la défense des valeurs de la République et la solidarité nationale. Le Président de la République incarne ces valeurs. C'est ici que le symbolisme de l'acte politique rejoint inévitablement les préoccupations de la vie pratique et les intérêts supérieurs de la nation. L'histoire du pluralisme politique algérien nous a réservés, aussi bien des déceptions et des frustrations, à la mesure des espoirs issus des événements d'octobre 1988, que des enseignements dus aux avatars des l'effort de redressement national déployé depuis cette date. Rares sont les pays dont la roue de l'infortune a pris une telle vitesse qui, plus est, dans un moment où dans la plupart des pays du monde, de nouvelles reconfigurations se dessinent pour s'adapter au mouvement de la mondialisation qui ne pardonnera jamais aux faibles leur faiblesses et qui ne priera pas les forts de s'apitoyer sur le sort des autres. Des enseignements, les Algériens en ont eu et à profusion. Depuis la montée des périls islamistes au début des années 1990 dans un environnement politique au pluralisme débridé et la cessation de paiement qui menaçait notre trésorerie - ce qui a valu rééchelonnement et Plan d'ajustement structurel pour l'économie nationale - jusqu'à cette élection présidentielle prévue pour le 18 avril 2019, une forme de décantation se met insensiblement en œuvre, aussi bien dans le secteur économique que dans le champ politique national. Il apparaît maintenant au grand jour que la manne pétrolière engrangée ne peut, à elle seule, constituer une politique économique. ●●●

Prix du pétrole

Le Brent à plus de 66 dollars

Les prix du pétrole remontaient hier en cours d'échanges européens, dopé par la promesse d'une production toujours aussi basse de l'Arabie Saoudite en avril, selon des informations de presse.



Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 66,29 dollars à Londres, en hausse de 55 cents par rapport à la clôture de vendredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de WTI, référence américaine, pour le contrat d'avril gagnait 49 cents à 56,56 dollars.

L'Arabie Saoudite, premier exportateur mondial, va poursuivre en avril ses efforts de mars et vendre moins de pétrole que ses clients n'en

demandent, a affirmé un responsable du pays à l'agence Bloomberg.

Le géant du brut s'est engagé, comme les autres pays de l'Opep et leurs partenaires, à limiter sa production, mais depuis le début de l'année, l'Arabie Saoudite a préféré produire encore moins que ces objectifs fixés en décembre ne le demandaient.

«Les fortes baisses de production de l'Arabie Saoudite, ainsi que les problèmes géopolitiques au Nigeria, au Venezuela et en Iran tirent les cours vers le haut», a résumé Benjamin Lu, analyste. Mais les marchés

surveillent également le niveau de la production des Etats-Unis. Selon l'AIE, le pays va continuer à pomper toujours plus d'or noir, jusqu'à devenir exportateur net de pétrole dès 2021 et talonner l'Arabie Saoudite sur les marchés mondiaux.

A plus court terme, cependant, le nombre de puits actifs aux Etats-Unis a légèrement reculé, avec une baisse hebdomadaire de neuf puits à 834 puits de pétrole actifs le 8 mars, selon des données publiées vendredi par l'entreprise américaine de services pétroliers Baker Hughes.

Enfin, le niveau de la

consommation de la Chine est scruté, alors que la croissance de son économie faiblit.

«La Chine est l'éponge du marché, elle absorbe tous les barils en trop pour se constituer des réserves stratégiques», a expliqué Giovanni Staunovo, analyste.

Selon lui, même si la croissance de l'économie chinoise devait flancher, «les importations devraient rester élevées car les craintes que les sanctions américaines ne perturbent les importations de brut vénézuélien et iranien vont profiter à la demande».

Reda A.

Grâce à leur industrie du schiste Les Etats-Unis vont devenir exportateurs de pétrole

Grâce à leur industrie de schiste, les Etats-Unis vont devenir dès 2021 des exportateurs nets de pétrole, talonnant ainsi l'Arabie Saoudite sur les marchés mondiaux, a indiqué hier, le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Selon les prévisions de l'agence, les Etats-Unis stimuleront la croissance de l'offre mondiale de pétrole au cours des cinq prochaines années «grâce à la vigueur remarquable de son industrie du schiste», ce qui entraînera une «transformation rapide» des marchés mondiaux du pétrole.

«Les exportations de pétrole des Etats-Unis dépasseront la Russie et se rapprocheront de l'Arabie Saoudite, offrant ainsi une plus grande diversité des sources d'approvisionnement», ajoute l'AIE dans son rapport annuel «Pétrole 2019», prévoyant une croissance de la demande mondiale de pétrole de 1,2 million de barils par jour (Mb/j) en moyenne annuelle d'ici à 2024.

Le rapport souligne que les marchés mondiaux du pétrole traversent une période de changements «extraordinaires», avec des implications durables sur la sécurité énergétique et les équilibres des marchés tout au long de notre période de prévision jusqu'en 2024.

«Les Etats-Unis sont de plus en plus en tête de la croissance de l'offre mondiale de pétrole, avec une croissance significative également observée chez les producteurs non membres de l'Opep, y compris le Brésil, la Norvège et le nouveau producteur la Guyane», a-t-on expliqué, notant que la transformation des Etats-Unis en un grand exportateur en moins d'une décennie est «sans précédent».

Pour l'agence, qui défend les pays consommateurs, cela est dû à la capacité de l'industrie américaine du schiste à réagir rapidement aux signaux de prix en augmentant sa production, dans un contexte où les Etats-Unis représentent 70% de l'augmentation totale de la capacité mondiale à l'horizon 2024, soit un total de 4 Mb/j.

Pour le directeur exécutif de l'agence, «la deuxième vague de la révolution du schiste américain est à venir», indiquant que les Etats-Unis représenteront 70% de l'augmentation de la production mondiale de pétrole et environ 75% de l'expansion du commerce de GNL au cours des cinq prochaines années.

R. E.

Elle est de fabrication algérienne

Un prototype d'une station mobile de distribution de GPLC exposé

Un prototype d'une station mobile de distribution de carburant Gplc, est exposé au Centre des conventions d'Oran qui abrite la 9^{ème} édition de l'exposition de l'industrie pétrolière et gazière en Afrique du Nord (Napec 2019), ouverte dimanche.

Fabriquée par l'Entreprise manufacture d'activités générales industrielles (EPE Magi SPA), filiale du groupe AGM (Algerian groupe of mechanics) rattaché au ministère

de l'Industrie et des Mines, cette station est la première du genre fabriquée en Algérie. Elle est prête à être sur le marché algérien, a-t-on souligné.

«C'est une station de distribution de carburant Gplc. Sa fabrication s'inscrit dans la politique de l'Etat visant la conversion des véhicules roulant au carburant classique vers le Gplc», a déclaré à l'APS, Haddad Alaâddine, cadre chargé du marketing au sein de

l'Entreprise Magi SPA, basée à Alger.

Il s'agit d'une station dotée d'un distributeur Gplc, d'une pompe et d'un réservoir, le taux d'intégration du produit arrive à 80%.

«Presque tous les équipements de cette station sont fabriqués localement à l'instar du réservoir, du volucompteur, de la structure métallique entre autres, par contre la pompe, la soupape et les jauges sont importées», a-t-il expliqué.

D'une capacité de stockage de 20 m3, cette station est destinée à garantir la continuité du service dans les stations de distribution en cas d'arrêt ou de rénovation des installations, notamment dans les zones isolées, a-t-on ajouté.

«La pose de cette station est très facile et ne nécessite pas de travaux de génie civil. Elle est fonctionnelle dès sa pose», a assuré M. Haddad, faisant savoir que le modèle exposé dans ce salon est

un prototype et que des démarches seront entreprises pour obtenir un brevet de propriété industrielle. Selon le même responsable, l'entreprise dispose de capacités de production d'une soixantaine de stations mobiles de distribution de carburant Gplc. La mise sur le marché de ce nouveau matériel se fera dès la réception des commandes émanant aussi bien de clients des secteurs public et privé.

T. H.

●●●

Elle peut pourtant servir à donner au pays les grandes infrastructures par le truchement de projets structurants capables, à terme, d'encourager les investissements privés nationaux et étrangers. C'est ce qui a été fait, avec ses insuffisances et ses défauts - déficit de la ressource humaine dans l'encadrement national, impréparation des entreprises nationales de réalisation, défauts techniques dans les ouvrages - au cours de ces 20 dernières années.

En finir avec les demi-solutions

Néanmoins, la suite n'est pas venue, ou très modestement. L'Algérie continue d'im-

porter sa nourriture, les matières premières et les semi-produits, avec des montants proches de 40 milliards de dollars/an et ce, en plein recul des recettes en hydrocarbures. Le déficit commercial et le déficit budgétaire sont compensés par des réserves de changes qui vont fondre complètement dans deux ans.

Comment sortir de cet engrenage économique qui avantage l'importation - donc les importateurs qui constituent des lobbies - au détriment de la production nationale ? Comment offrir de l'emploi à près de 300 000 universitaires/an qui se présentent sur le marché du travail ? Comment créer ce même marché du travail lorsque l'environnement de l'entrepr-

se demeure grippé par la bureaucratie, le déficit de formation de la ressource humaine et le retard du système bancaire ?

Nécessairement, une autre politique s'impose, à même de prendre le taureau par les cornes, loin des solutions de replâtrage que l'on a connues au lendemain du début de la crise des prix du pétrole, lorsque le gouvernement Sellal lança avec grand bruit de modestes «solutions» monétaires - bancarisation de l'argent de l'informel et emprunt obligatoire - à des problèmes structurels ayant pris racine dans l'appareil économique national depuis des décennies. Une autre politique s'impose aussi dans la prise en compte

des problèmes de la jeunesse, en dehors des discutables solutions «Ansej». Cela passe par l'école, la formation professionnelle et l'université pour lesquelles il faut concevoir un grand dessein, fait de réformes profondes qui puissent mettre ces structures au diapason des défis qui se posent à l'Algérie en matière de développement économique, de recherche scientifique, de création artistique et de formation aux valeurs de la citoyenneté. Ce sont là des dossiers lourds - à côté des réformes attendues dans les domaines de la justice et des institutions de l'Etat - qui sont censés être pris en charge par la future équipe gouvernementale.

S. T.

Règlement des litiges

L'arbitrage interne entre opérateurs économiques demeure «faible» en Algérie

L'activité d'arbitrage interne, entre opérateurs économiques en Algérie, dans le cadre du règlement de leurs litiges, demeure «faible», mais elle peut se développer en améliorant, notamment la coopération entre la justice étatique et celle arbitrale, a indiqué, hier à Alger, le professeur à l'université de Bourgogne (France), Ali Bencheneb.



« L'arbitrage interne est peu développé. Cela implique l'amélioration des textes (régissant cette activité) et un peu plus de souplesse que le recours aux juridictions étatiques », a estimé M. Bencheneb, lors des journées méditerranéennes d'Alger sur l'arbitrage et la médiation.

Selon cet expert algérien, le développement de l'arbitrage interne passe en premier lieu par la révision du dispositif légal algérien relatif à la coopération entre la justice étatique et celle arbitrale, ainsi que l'amélioration des modalités de contrôle des sentences arbitrales.

Il nécessite également la sensibilisation des opérateurs économiques et le renforcement de la formation dans ce domaine. « Il y a tout un appareil de formation à mettre en place pour

accompagner les progrès de la législation algérienne en matière d'arbitrage ».

L'arbitrage interne en Algérie a été initié en 1966, mais il ne concernait à cette époque que les opérateurs publics, d'après les explications de l'expert.

« C'était une pratique marginalisée puisque la liste des arbitres n'a jamais été actualisée, les droits de la défense n'étaient pas garantis et les commissions arbitrales compétentes pouvaient décider un non-lieu à statuer « compte tenu du risque de préjudice à la politique générale du gouvernement en matière d'économie nationale ».

Toutefois, l'arbitrage a connu un nouvel essor depuis 1988 avec la démonopolisation de l'activité économique, même s'il doit être accompagné d'une réforme du cadre légal et institutionnel des modes de règlement

des différends commerciaux.

Concernant l'arbitrage international, M. Bencheneb estime qu'Alger pourrait devenir une place de la médiation et de l'arbitrage commercial et d'investissement, choisie par les opérateurs algériens et étrangers, si elle se donne les moyens de cette ambition, en particulier, à travers l'adaptation de ses dispositifs et la formation.

Interrogé par l'APS sur le bilan du recours des entreprises algériennes à l'arbitrage international, il a souligné que « beaucoup d'opérateurs s'en sortent très bien, contrairement aux idées qui circulent dans les médias algériens ».

Cela peut se concrétiser par des sentences favorables, mais aussi par des sentences qui limitent les pertes de la partie algérienne et permettent d'ouvrir la voie à des négociations avec

l'adversaire étranger, a-t-il précisé.

Sur les causes d'échec de certaines entreprises algériennes dans leurs procédures d'arbitrage international, l'expert a expliqué qu'il s'agit dans la plupart des cas d'anomalies dans les contrats avec leurs homologues étrangers.

« L'échec ne tient pas forcément au système de défense, des fois il est en amont car souvent les contrats sont mal négociés ou mal exécutés ou parce qu'on tarde à prendre une décision. Après, il y a la question de la préparation du dossier, du positionnement des juristes au sein de l'entreprise, des archives du dossier pour pouvoir accéder à l'intégralité de l'historique et au choix des avocats et arbitres », a-t-il soutenu.

R. H.

Salon inversé de la sous-traitance

Participation d'une soixantaine d'exposants

Une soixantaine d'entreprises nationales participent à la 5^{ème} édition du Salon national inversé de la sous-traitance (Sanist-2019), qui a ouvert ses portes hier au Palais des expositions (Pins maritimes, Alger).

Inauguré par le secrétaire général du ministère de l'Industrie et des Mines, Kheireddine Medjoubi, ce rendez-vous, qui regroupe les donneurs d'ordres (entreprises) et les receveurs d'ordres (sous-traitants), vise à accroître l'intégration industrielle nationale pour réduire les importations.

En visitant les différents stands du salon, le SG du ministère de l'Industrie a relevé les nombreuses opportunités existantes sur le marché national et a appelé les opérateurs à saisir les facilités attribuées par les pouvoirs publics en faveur des investisseurs nationaux et étrangers.

Affirmant que la sous-traitance est partie prenante dans tous les projets nationaux, M. Medjoubi a appelé les opérateurs à redoubler d'efforts pour améliorer la compétitivité de leurs entreprises et pouvoir ainsi répondre aux besoins du marché national.

Il a, dans ce sens, exhorté les différents

acteurs de l'industrie et de la sous-traitance algériennes à oeuvrer pour la digitalisation et la numérisation de leurs activités afin de permettre une modernisation du tissu industriel national et l'augmentation de ses capacités productives et qualitatives.

Interrogé en marge du Salon, sur les projets de sous-traitance, lancés pour accompagner l'industrie mécanique nationale, M. Medjoubi a fait savoir qu'un investisseur privé algérien a consenti « 180 millions de dollars pour la fabrication de pneus de véhicules en Algérie ».

Le responsable a également évoqué un futur projet, initié par un autre opérateur privé, déjà présent sur le marché algérien du montage automobile, pour la fabrication de tôles et de carrosseries de voitures dans la wilaya de Skikda.

Du côté du secteur public, M. Madjoubi a cité le cas du complexe sidérurgique d'El Hadjar (Annaba) qui envisage de produire des bobines spéciales utilisées dans la fabrication de carrosseries de véhicules d'ici la fin 2019.

Organisé par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) en partenariat

avec la Société algérienne des foires et expositions (Safex), la Bourse algérienne de sous-traitance et de partenariat et l'Agence nationale de développement industriel (Andi), ce Salon, qui s'étale sur quatre jours, est réservé aux industriels et prestataires de services nationaux dans le but de développer et de protéger la production nationale.

Plusieurs secteurs sont représentés à cette exposition notamment la mécanique, la construction métallique, l'électricité, l'électronique et l'électroménager, ainsi que les hydrocarbures, la pétrochimie, la sidérurgie, la métallurgie, les travaux publics et les transports, ainsi que les matériaux de construction.

Selon le président de la Coordination nationale des bourses de sous-traitance algériennes (Bastp), Kamel Agsous, le nombre total des entreprises algériennes activant dans la sous-traitance industrielle oscillait en 2017 entre 900 et 1 000 entreprises, soit 10% des entreprises composant le tissu industriel. Dans le monde, le nombre des sous-traitants représente 20% à 30% du nombre global des entreprises.

N. T.

9^{ème} North African Petroleum Exhibition & Conférences d'Oran

Ooredoo présente ses offres et innovations aux visiteurs professionnels

Pour la quatrième année consécutive, Ooredoo prend part au Salon North African Petroleum Exhibition & Conférences (Napec 2019) dans sa 9^{ème} édition, qui se tient du 10 au 13 mars 2019, au Centre des Conventions Mohamed Benahmed à Oran.

Ce salon regroupe des opérateurs et professionnels, nationaux et étrangers, du secteur pétrolier et gazier ainsi que des fournisseurs de produits et services en relation avec le secteur des hydrocarbures.

Ooredoo marque sa participation à ce 9^{ème} Napec avec un stand où des commerciaux de Ooredoo Business sont présents pour répondre et proposer aux visiteurs professionnels les différentes solutions et offres innovantes de Ooredoo adaptées à leurs besoins.

A travers sa participation à ce grand rendez-vous économique régional, Ooredoo réaffirme, son engagement pour le développement du secteur économique national.

Communiqué

Avant la fin du mois en cours Elaboration prochaine d'un guide des produits industriels nationaux

Un guide des produits industriels nationaux sera élaboré avant la fin du mois de mars courant, a indiqué, dimanche à l'APS, le secrétaire général du ministère de l'Industrie et des Mines, Kheireddine Medjoubi.

Le ministère de l'Industrie et des Mines est en train de finaliser un guide des produits industriels locaux qui sera fin prêt avant la fin du mois en cours, a précisé M. Medjoubi, en marge de l'ouverture de la cinquième édition du Salon national inversé de la sous-traitance (Sanist-2019), qui se tient du 11 au 14 mars au Palais des expositions (Alger).

Selon le représentant du ministère de l'Industrie, des catalogues de la production industrielle du secteur public sont déjà élaborés, relevant, cependant, le « manque de coopération » de certains producteurs privés.

Par conséquent, le ministère de l'Industrie a mis en place un « dispositif législatif » pour contraindre les opérateurs privés à fournir les informations sur leur production physique, nécessaires pour compléter le futur guide, a-t-il expliqué.

Pour lui, identifier la production nationale physique, permettra au ministère de l'Industrie de contribuer à sa promotion et à sa protection des méfaits de l'importation, notamment à travers l'application du Droit additionnel provisoire de sauvegarde (Daps).

K. T.

Energies renouvelables

Le ministère appelle les porteurs d'idées à réaliser des projets innovants

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatma-Zohra Zerouati a fait état, dimanche à Alger, d'appels lancés aux porteurs d'idées à l'effet de réaliser des projets innovants dans le domaine des énergies renouvelables et de l'économie circulaire en vue de booster le développement local, notamment dans les régions du Sud.



Dans une allocution prononcée à l'occasion de la cérémonie de clôture du 2^{ème} Salon international de l'environnement et des énergies renouvelables Sieera 2019, la ministre a précisé que les conditions de sélection des projets innovants seront publiées en détail sur le site électronique du ministère à partir du 30 mars prochain jusqu'au 30 mai 2019.

Le ministère accompagnera les porteurs d'idées et de projets innovants sélectionnés pour être concrétiser sur le terrain et ce, à travers leur soutien dans la création de leurs propres entreprises,

a-t-elle expliqué.

Ces appels portent sur des thèmes relatifs au développement des énergies renouvelables hors réseau, notamment dans les régions du Sud et les zones enclavées à travers des projets à caractère socio-économique directes dans le domaine de l'approvisionnement des zones enclavées en énergies électrique, thermique et en agriculture, ainsi que l'industrie des énergies renouvelables, le traitement des eaux et la rationalisation de l'utilisation des énergies.

Il s'agit également du thème de l'économie circulaire et de la valorisation des

déchets. Ces projets visent à développer l'économie locale et la mise en place d'un modèle économique sur le recyclage et la valorisation des déchets (collecte, classification et transformation des déchets) ainsi que le développement des branches de valorisation des déchets.

Ces appels s'inscrivent dans le cadre de la mise en oeuvre des stratégies nationales à l'horizon 2035 permettant la mise en place de nouveaux mécanismes reposant sur la recherche scientifique et technologique dans le domaine des énergies renouvelables et de l'économie circulaire.

La deuxième édition du Sieera 2019 s'est déroulée du 7 au 10 mars au Palais des expositions (Alger) sous le thème «Les énergies renouvelables hors réseau au service d'un environnement durable dans le Sud algérien et les zones enclavées».

Ce Salon a été une opportunité d'affaires, d'échanges d'expérience et d'expertise pour concrétiser des partenariats dans les domaines du recyclage et de la valorisation des déchets industriels ainsi que dans les énergies renouvelables non raccordées au réseau.

Reda A.

Plus de 38 000 infractions liées à l'environnement et à l'urbanisme

Plus de 38 000 infractions liées à l'environnement et à l'urbanisme ont été enregistrées en 2018 par la Police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement (Pupe), a indiqué dimanche, Rabah Zouaoui, commissaire principal, chef de la cellule de communication à la direction de la sécurité publique.

Dans une déclaration à l'APS en marge de la 2^e édition du Salon international de l'environnement et des énergies renouvelables d'Alger (Sieera 2019), le commissaire principal a indiqué que la Pupe à la direction de la sécurité publique a enregistré, l'année dernière, 22 668 infractions liées à l'environnement et 15 578 autres liées à l'urbanisme portant à 38 246 le nombre global des infractions.

31 747 rapports ont été établis concernant ces infractions durant cette même période, a-t-il ajouté, précisant que 1 611 opérations de démolition (constructions non conformes aux normes) ont été effectuées.

Les infractions liées aux déchets ont atteint 20 893 infractions, contre 883 liées à l'hygiène et à la santé, 553 liées à l'eau, 12 liées aux forêts et 181 liées aux espaces verts, selon le responsable.

Concernant la participation de la direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn) à la 2^e édition du Sieera, le responsable a précisé que la Dgsn, étant un partenaire efficace dans la préservation de l'environnement a veillé, à travers ce salon, à mettre en exergue les missions de Pupe, indiquant qu'il s'agit essentiellement de définir les dispositions législatives et organisationnelles en matière de protection de l'environnement et de présenter les constats faits par ses services pour préserver l'environnement. La Dgsn a également veillé, durant ce salon, à mettre en exergue les activités de sensibilisation menées par ces services, en collaboration avec les médias, à l'instar du Prix Vert de la Sûreté nationale et des cours théoriques sur l'environnement dispensés dans les écoles pilotes.

R. H.

Sûreté d'Alger 14 décharges anarchiques éliminées

La police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement relevant de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont éliminé, en février dernier, 14 décharges anarchiques et recensé 227 chantiers de construction sans permis, dans le cadre de la préservation de l'urbanisme, de l'environnement et de la santé, a indiqué, dimanche, un communiqué de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

14 sites et décharges anarchiques ont été éliminés par la brigade de l'urbanisme relevant de la Sûreté de la wilaya d'Alger, en coordination avec les autorités locales et ce, dans le cadre de la protection de l'environnement, notamment la gestion et le contrôle des déchets, a ajouté le document.

480 interventions ont également été effectuées par la même brigade concernant le jet et l'abandon de déchets résultant de l'exploitation des mines, des carrières et chantiers de construction et le dépôt sur la voie publique de produits pouvant entraver la circulation routière ou affecter la santé des citoyens, ajoute le communiqué.

Concernant les règles urbanistiques et d'assainissement de la voie publique, la police de l'urbanisme a effectué, durant la période considérée, près de 230 interventions liées aux constructions sans permis, voire aux cas de non-conformité des constructions avec les permis délivrés, outre 120 interventions relatives au commerce illicite, a précisé la même source.

En matière d'hygiène et de santé publique, les mêmes services ont recensé six cas liés au jet de corps d'animaux morts ou de déjections animales, en sus de 30 interventions relatives à la transformation d'espaces verts classés, a conclu le communiqué.

R. N.

Illizi

Appel au développement des moyens de promotion des destinations touristiques

Les participants à la clôture des festivités amazighes du tourisme et de l'artisanat ont appelé, samedi à Djanet (W. Illizi), tous les intervenants à oeuvrer au développement des moyens de promotion des destinations touristiques et à l'amélioration de la qualité des produits artisanaux.

Les deux ateliers de travail, organisés à cette occasion, ont été sanctionnés par des recommandations dans lesquelles les participants ont appelé à la nécessité de valoriser les capacités des différents intervenants du domaine du tourisme, notamment les guides touristiques dans le domaine du patrimoine. Dans ce sens, ils ont plaidé pour le soutien de la promotion du tourisme interne et l'amélioration de l'enseignement de l'histoire dans les établissements de l'éducation, de la formation professionnelle et ceux de l'enseignement supérieur, en vue de sauvegarder la mémoire de la nation.

Aussi, les participants ont mis l'accent, dans leurs recommandations, sur la nécessité de développer et de promouvoir de nouveaux circuits touristiques consacrés aux figures historiques, d'encourager l'écriture de monographies historiques, de guides et de supports de référence internationale afin d'enrichir la terminologie relative au patrimoine. Dans le même contexte, ils ont estimé nécessaire la mise en place d'un plan national visant l'inventaire du patrimoine matériel et immatériel par des spécialistes de la société civile, en sus de la généralisation de la création d'instituts et d'écoles de tourisme et d'hôtellerie aux wilayas du Sud.

Concernant l'artisanat, les participants ont appelé au renforcement de la formation spécialisée des journalistes, afin de développer le produit médiatique en matière d'artisanat et de patrimoine.

Ils ont souligné, en outre, la nécessité

d'encourager les initiatives des entreprises publiques et privées pour acquérir des équipements spécifiques aux métiers artisanaux, mettant en avant l'importance d'assurer une large participation de la production artisanale aux niveaux national et international.

Ils ont plaidé également pour le perfectionnement du design et le développement des métiers d'artisanat traditionnel, outre le marquage des produits artisanaux, leur introduction dans les marchés nationaux et internationaux et l'institution du prix de la meilleure oeuvre académique.

Outre la création d'un dictionnaire spécifique aux réalisations artisanales, les participants ont appelé, dans ce sens, à établir un système d'évaluation des métiers artisanaux et de tout ce qui a trait au patrimoine immatériel et ce, afin de cristalliser une meilleure vision de l'Algérie reflétant sa diversité et sa richesse.

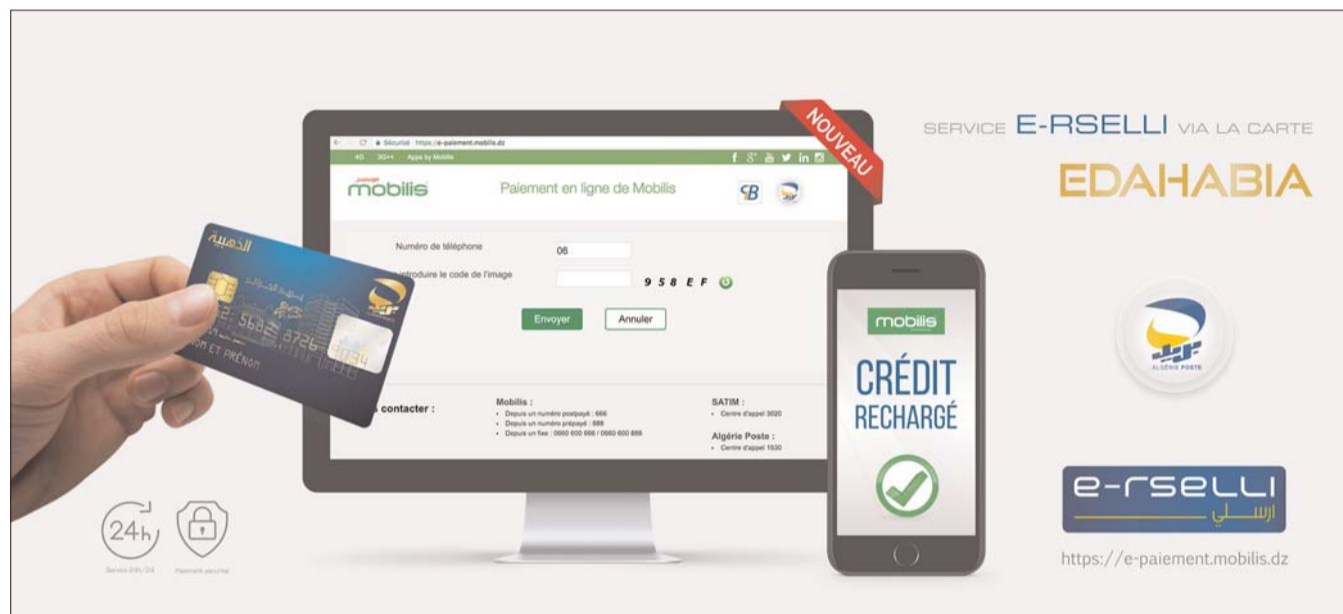
Ghani I.



Algérie Poste à Khenchela

Mise en service de 15 distributeurs automatiques de billets

Quinze (15) distributeurs automatiques de billets de banques (DAB) seront mis à la disposition des clients d'Algérie poste de la wilaya de Khenchela "courant 2019", a-t-on appris dimanche du directeur local d'Algérie poste Mohamed-Rédha Belhadj.



Les procédures relatives à l'acquisition des équipements ont été parachevées pour permettre leur mise en service «au cours de cette année» au travers plusieurs communes de la wilaya, a précisé à l'APS le même responsable de cette structure, ajoutant que cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique d'Algérie poste visant à améliorer ses services et répondre aux aspirations des clients. Actuellement 22 DAB répartis à travers 13 communes des 21 collectivités locales que compte la wilaya de Khenchela sont opérationnels, a relevé M. Belhadj. Aussi, le même responsable a

souligné que sur les 15 DAB qui seront «progressivement» mis en service durant l'année 2019, deux (2) distributeurs automatiques externes seront installés à l'université Abbes Laghrour et l'hôpital Ali Boushaba au centre ville du chef lieu de wilaya pour répondre aux besoins des personnes fréquentant ces deux lieux précis (enseignants, étudiants, malades et visiteurs, entre autres).

Par ailleurs, le même responsable a fait état de l'ouverture, «d'ici à début avril 2019», dans le cadre des projets établis par le secteur, de sept (7) établissements postaux dans diverses communes de la

wilaya dont une réception principale et un nouveau bureau de poste dans la commune de Djellal. De nouveaux bureaux de poste seront ouverts, a-t-il ajouté, au pôle urbain jouxtant la route d'El Aizane, au chef lieu de wilaya, et trois bureaux de poste bénéficieront d'une opération de réhabilitation dans la même commune. La wilaya de Khenchela compte actuellement 52 bureaux de poste et comptabilise plus de 237.000 comptes courants postaux (CCP) dont 65.000 titulaires de ces comptes ont récupéré leur carte monétique «Eddahabia».

Reda A.

Tizi-Ouzou

Remise de 25 arrêtés d'autorisation de concession à des investisseurs

Un total de 25 arrêtés d'autorisation de concession de terrains, a été remis dimanche à des investisseurs de la wilaya de Tizi-Ouzou, lors d'une cérémonie organisée au siège de la wilaya.

Ces 25 porteurs de projets ont bénéficié d'assiettes de terrains dans cinq communes de la wilaya à savoir, Tadmait, Tizi-Ouzou, Mekla, Timizart et Iboudrarene. Leurs investissements d'un montant global de plus de 4,155 milliards de dinars, vont générer 1127 emplois directs dans divers secteurs d'activité (recyclage des déchets, agro-alimentaire, construction métallique, industrie pharmaceutique), a annoncé le directeur local de l'industrie et des mines, Moula Hamitouche, lors de la cérémonie de remises de ces arrêtés.

Présidant cette cérémonie, le wali Abdelhakim Chater, a salué ces promoteurs, qui sont en majorité des jeunes, qui s'impliquent dans la dynamique de développement de l'économie créatrice de richesse et d'emplois. Il a rappelé que c'est la quatrième opération de remise d'arrêtés d'autorisations de concession organisée par la wilaya. «Tizi-Ouzou vit une dynamique d'investissement et ces projets vont permettre de renforcer la pro-

duction nationale, contribuer à la réduction de la facture des importations et envisager l'exportation lorsque la qualité du produit est garantie», a-t-il dit. En marge de cette cérémonie, le même responsable a indiqué que depuis 2011, un total de 353 arrêtés d'autorisation de concession d'assiette foncières ont été remis à des porteurs de projets pour la création de 20 000 postes d'emplois directs. Le montant d'investissement global de ces 353 projets implantés à travers plusieurs communes de la wilaya est de plus de 100 milliards de dinars a rappelé M. Moula.

R. T.

Tissemsilt

Plus de 8.000 femmes affranchies de l'analphabétisme

Les efforts de l'annexe de l'Office national d'alphabétisation et de l'enseignement des adultes de la wilaya de Tissemsilt a réussi à affranchir plus de 8.000 femmes de l'analphabétisme depuis 2007, a-t-on appris dimanche du directeur de l'annexe, Mohamed Saad.

Ce nombre a permis d'obtenir une baisse sensible du taux d'analphabètes dans la wilaya chez la gent féminine de plus de 33% en 2007 à 18,70% en fin d'année dernière, a-t-il indiqué en marge d'une cérémonie organisée à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la

femme.

L'annexe précitée a enregistré une baisse du nombre de femmes analphabètes de plus de 75.000 femmes en 2007 à 66.000 en fin 2018 à la faveur de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre ce phénomène, a-t-il précisé.

Par ailleurs, le même responsable a fait part du lancement, par l'annexe en début de l'année en cours, d'un programme de coopération avec d'autres instances et associations pour des classes supplémentaires d'alphabétisation dédiées aux femmes au niveau des mosquées et

autres structures religieuses dont les zaouïas, juvéniles et de formation.

Ce programme non déterminé dans le temps compte implique aussi des médias dans l'action de sensibilisation visant à attirer de nouvelles apprenantes en classes d'alphabétisation.

L'annexe de Tissemsilt de l'Office d'alphabétisation et de l'enseignement des adultes s'apprête, par ailleurs avant la fin du mois de mars en cours, à organiser une caravane de sensibilisation qui sillonnera les 22 communes pour attirer plus d'adultes vers les classes de lutte contre

El Bayadh 120 kilomètres de routes bénéficieront de travaux de maintenance

Plus de 120 kilomètres du réseau de routes nationales seront confortés par des travaux de maintenance cette année dans la wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris auprès de la direction des travaux publics de la wilaya.

Dotée d'une enveloppe financière de l'ordre de 2 milliards DA, l'opération concerne les routes nationales connaissant une dense circulation et sont dans état de détérioration, a indiqué le directeur de wilaya des travaux publics, Faycal Charoun.

Il a été procédé dernièrement à la rénovation de 30 km de la route nationale (RN 6) reliant El Kheither et Bougtob, qui est un axe central reliant les wilayas d'El Bayadh, Naama et Saïda, a-t-il relevé.

Les travaux de rénovation de 20 km de la RN 6A seront lancés dans son tronçon reliant les communes d'El Bayadh et Kef Lahmar, de même qu'une opération similaire sur 12 km de la RN 107 dans la commune de Brizina (sud est de la wilaya).

Il est attendu également le lancement d'autres opérations de confortement de 20 km de la RN 111 reliant les wilayas d'El Bayadh et Tialet et de 20 km de la RN 47 au sud de la wilaya. Les travaux toucheront aussi la RN 119 reliant Tesmouline et Mécheria (Naama) sur 20 km, a-t-on annoncé.

Pour rappel, le réseau routier de la wilaya d'El Bayadh comprend plus de 800 km de routes nationales, 700 km de chemins vicinaux, 62 km de chemins de wilaya (CW) dont 190 km de ce réseau ont fait l'objet l'année écoulée de travaux de rénovation.

T. L.

Oran

Une carte magnétique pour les céréaliculteurs

La Coopérative de céréales et de légumes secs (CCLS) d'Oran vient de créer une carte magnétique «Carte de client» pour faciliter aux céréaliculteurs l'acquisition des semences et la vente des céréales, a-t-on appris de cette coopérative.

Dans le cadre de cette opération, qui intervient suite aux recommandations de l'Office national interprofessionnel des céréales visant à moderniser la filière céréaliculture, plus de 160 cartes ont été délivrées aux agriculteurs et prochainement 80 autres, a indiqué le vice-directeur chargé des semences et du soutien à la production.

La délivrance des cartes clients se poursuit pour toucher tous les opérateurs concernés, a ajouté Ayoub Tayebi, qui a appelé les producteurs de céréales à se rapprocher de la CCLS pour bénéficier de cette carte «dont la délivrance se fait en une journée».

Ce mécanisme moderne vise à faciliter la procédure administrative pour traiter avec la CCLS, a-t-il affirmé rappelant que les céréaliculteurs étaient contraints de présenter un dossier contenant plusieurs à chaque qu'il voulaient acquérir des semences et des produits chimiques ou déposer la récolte. Cette opération permet à la CCLS d'Oran de créer une base de données des céréaliculteurs de la wilaya et de leurs besoins, a-t-on ajouté.

Reda A.

l'illettrisme à travers des émissions radio-phoniques et des journées portes ouvertes.

Cette cérémonie, organisée à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la femme, a été marquée par des chants en genre andalou, des lectures poétiques par des apprenantes et un hommage à ces dernières dont des lauréates de concours d'art culinaire.

Un défilé de mode d'habits traditionnels pour enfants a été organisée, de même qu'une présentation de plats et de gâteaux traditionnels.

D. K.

CONFLITS ►►

Palestine

Un nouveau Premier ministre, appels à relever les défis face à l'occupation israélienne

Mohammad Ibrahim Chtayyeh, figure de la scène politique palestinienne, a été nommé dimanche Premier ministre par le président Mahmoud Abbas pour former un nouveau gouvernement, alors que les Palestiniens sont appelés à relever les défis, notamment économiques face à l'occupation israélienne.



Le porte-parole de la présidence, Nabil Abou Roudeina, a indiqué que M. Abbas a chargé un membre du comité central du mouvement Fatah, M. Chtayyeh, de former le gouvernement en remplaçant Rami Hamdallah qui a démissionné à la fin janvier dernier.

«Je suis honoré d'accepter ce mandat, au nom du mouvement Fatah, protecteur de notre projet national, défenseur de la décision indépendante et dirigeant de l'unité nationale dans le cadre de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), unique représentant légitime du peuple palestinien», a affirmé, de son côté, le nouveau Premier ministre qui a souligné être «pleinement conscient de la situation dans laquelle se trouve la cause palestinienne».

Dans sa lettre de désignation à M. Chtayyeh, M. Abbas a déclaré que la mission du nouveau gouvernement serait «d'accélérer la réunification de la Cisjordanie et de la bande de Ghaza, ainsi que de préparer les élections législatives en Cisjordanie, y compris El Qods-Est et à Ghaza, pour renforcer la démocratie».

Il continuera également à soutenir financièrement les familles des prisonniers palestiniens détenus dans les prisons israéliennes et les personnes tuées par l'armée d'occupation israélienne, afin de «renforcer la fermeté du peuple pale-

stinien sur son territoire face aux politiques de colonisation israéliennes, de défendre El-Qods et ses lieux saints musulmans et chrétiens à la lumière des tentatives israéliennes de changer leur statut et de construire une économie nationale forte».

M. Chtayyeh aura trois semaines pour former un nouveau gouvernement, un délai qui pourrait être prolongé de deux semaines si nécessaire.

Appels au soutien de toutes les parties palestiniennes

S'inscrivant dans les positions constantes de la direction palestinienne, notamment celles portant sur la fondation d'un Etat indépendant et souverain, ayant El Qods pour capitale et les frontières de 1967, et sur le droit au retour des réfugiés palestiniens, M. Chtayyeh appelle au soutien de toutes les parties palestiniennes relever les défis et répondre aux attentes des Palestiniens.

«L'unité de la terre et du peuple palestinien, l'établissement du même système politique, la légitimité de la loi et la levée des souffrances de notre peuple pour vaincre l'occupation israélienne sont les éléments les plus importants de la mission du gouvernement», a-t-il souligné dans un message adressé au président Abbas suite à sa nomination à la tête du gouvernement.

Politicien et économiste, M. Chtayyeh est membre du comité central du Mouvement de

Libération de la Palestine (Fatah), du Conseil d'administration de l'Université Al Qods et du Conseil économique et de reconstruction de la Palestine.

Il a participé activement à de nombreuses initiatives politiques et de développement. Il s'est vu confier la plupart des programmes de développement et de reconstruction des territoires palestiniens, ainsi que la création du Fonds pour le développement palestinien, du Conseil du logement palestinien et de l'Institut national des technologies de l'information afin de contribuer au développement des compétences locales et de répondre aux besoins du développement palestinien. Il a été également membre de la délégation de l'OLP aux négociations de Madrid et aux pourparlers de Washington. Avec la nomination de M. Chtayyeh, M. Abbas choisit un fidèle de son parti, le Fatah, et s'oriente, selon les analystes, vers un gouvernement dominé par ce mouvement, contrairement au précédent qui s'appuyait sur un consensus entre les différents courants palestiniens.

M. Roudeinah, a affirmé que le nouveau gouvernement sera formé en raison de l'échec des négociations avec le Hamas. «Si le Hamas ne veut pas de la réconciliation, si le Hamas ne veut pas d'élections, si le Hamas veut toujours former avec d'autres un mini-Etat à Ghaza, si c'est leur stratégie, nous devons mettre fin à la relation. C'est pourquoi nous devons former un nouveau gouvernement», a-t-il déclaré le mois dernier.

Crise économique «profonde», conséquence de l'occupation

M. Abbas a assuré dimanche, que l'occupant israélien est la cause d'une crise économique et financière «profonde» que traverse l'Autorité palestinienne. «Israël est aujourd'hui la cause d'une crise économique et financière profonde que traverse l'Autorité palestinienne», a-t-il déclaré lors de sa rencontre avec une députée israélienne.

M. Abbas faisait allusion au fait qu'Israël a annoncé qu'il bloquera 500 millions de shekels (122 millions d'euros) sur le montant total reversé à l'Autorité palestinienne au titre de la TVA et des droits de douane prélevés sur les produits importés par les Palestiniens.

Lors de son entretien, M. Abbas a, par ailleurs, assuré son attachement à la paix «peu importe les prises de position radicales qui rejettent l'idée de la paix».

«Nous restons attachés à ce principe (la paix) et au principe de la lutte contre le terrorisme et la violence sur le plan national et international», a-t-il dit alors que le processus de paix israélo-palestinien est dans l'impasse depuis 2014.

R. Y.

Egypte

Trois soldats et 46 terroristes tués dans des affrontements

Trois soldats et 46 terroristes présumés ont été tués dans des affrontements récents en Egypte, où les forces de sécurité mènent une offensive contre une branche du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) basée au Nord-Sinaï (est), a annoncé hier l'armée.

Les 46 «éléments terroristes» ont été éliminés dans le centre et le nord du Sinaï «au cours de la période écoulée», a affirmé l'armée dans un communiqué audio-visuel sans donner de dates.

«Trois soldats sont morts dans les différentes zones d'opérations», a ajouté l'armée, sans préciser lesquelles. Actifs depuis plusieurs années dans le Nord-Sinaï, les terroristes sont passés d'attaques sporadiques à une véritable insurrection. En 2014, un groupe affilié réseau terroriste Al-Qaïda, Ansar Beit al-Maqdis, a prêté allégeance à l'EI.

En novembre 2017, le président Abdel Fattah al-Sissi avait ordonné à ses forces de rétablir la sécurité en «trois mois». Plus d'un an après cette annonce, nombreux experts estiment que l'Egypte n'a pas réussi à venir à bout du groupe terroriste, qu'ils évaluent à environ un millier de membres.

En février de l'année dernière, le pays avait lancé l'opération «Sinaï 2018» destinée à «nettoyer» le pays du terrorisme.

La dernière référence à cette campagne d'envergure remonte à décembre 2018, l'armée ne l'évoquant plus dans ses récents communiqués. L'armée annonce régulièrement la mort de terroristes présumés sans donner de détails. Au total, environ 600 d'entre eux ont été tués, ainsi une quarantaine de militaires, depuis un an, selon les chiffres officiels. Aucun bilan de source indépendante n'est disponible. Le Nord-Sinaï est bouclé par l'armée, la presse indépendante n'étant autorisée à y accéder que lors de rares visites organisées par les autorités.

T. K.

Syrie

50 morts dans des frappes de la coalition

Au moins 50 personnes ont été tuées hier dans des frappes aériennes de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis contre le dernier bastion du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) dans l'est de la Syrie, a rapporté l'agence de presse syrienne Sana.

Les frappes aériennes ont visé la zone contrôlée par Daech dans la ville de Baghouz, dans la campagne de l'est de la province de Deir ez-Zor. La plupart des victimes étaient des femmes et des enfants, a

précisé l'agence. Ces frappes interviennent après que les Forces démocratiques syriennes (FDS) (coalition de combattants arabes et kurdes) soutenue par les Etats-Unis ont annoncé dimanche avoir repris leur offensive contre le dernier bastion de Daech, après l'expiration du délai accordé aux terroristes de l'EI et à leurs familles pour quitter la ville de Baghouz.

Les FDS avaient initialement annoncé le lancement de leur dernière grande offensive contre Daech au début du mois, mais

l'avaient finalement suspendue pour laisser aux membres de Daech une occasion de quitter la zone de leur plein gré.

Des milliers de personnes, y compris des terroristes de Daech, ont quitté la région, mais d'autres ont refusé de le faire. Les FDS, une milice à majorité kurde soutenue par la coalition dirigée par les Etats-Unis, sont engagées depuis septembre dernier dans une vaste offensive visant à expulser Daech de la rive orientale de l'Euphrate, dans l'est de la Syrie.

R. N.

FRICAINE

Crash en Ethiopie

L'enquête se poursuit, jour de deuil à Addis et Nairobi

L'enquête se poursuivait lundi pour déterminer pourquoi le Boeing 737 MAX 8 flambant neuf d'Ethiopian Airlines s'est écrasé dimanche à l'est d'Addis Abeba, faisant 157 morts, une tragédie marquée en Ethiopie par un jour de deuil national.



Le Kenya était, lui, doublement endeuillé: avec 32 ressortissants à bord, c'est le pays le plus touché par la tragédie, et Nairobi est par ailleurs le hub régional des Nations unies, qui ont été durement affectées par la catastrophe.

Sur le lieu du crash, dans un champ situé en dehors du village de Tulu Fara, à quelque 60 kilomètres à l'est d'Addis Abeba, des excavatrices étaient à pied d'œuvre lundi matin, extrayant du sol des morceaux de l'appareil, sous le regard de badauds maintenus à distance par un cordon de sécurité, selon un journaliste de l'AFP.

Le Boeing s'est désintégré en

heurtant le sol. En s'écrasant, il a creusé un impressionnant cratère, labourant la terre sur des dizaines de mètres de longueur.

Les enquêteurs de l'Agence éthiopienne de l'aviation civile, actifs sur le lieu de l'accident depuis dimanche après-midi pour récolter le maximum d'indices et trouver les boîtes noires de l'appareil, devraient être prochainement rejoints par une équipe technique de Boeing. Le PDG d'Ethiopian Airlines, Tewolde GebreMariam, a indiqué que l'enquête serait menée conjointement avec des enquêteurs américains.

A Nairobi, le crash de dimanche était dans toutes les têtes lundi matin à l'ouverture de

la conférence annuelle du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE), qui a son siège mondial dans la capitale kényane.

Les drapeaux des pays membres qui flottent habituellement dans l'allée du quartier général du PNUE ont été retirés, laissant seule la bannière bleue des Nations unies, hissée à midi. Une minute de silence a été observée à l'ouverture de chaque réunion.

Plusieurs personnes devant participer à la conférence se trouvaient à bord de l'avion, notamment un haut responsable du ministère marocain de l'Energie et des Mines, et un professeur de

l'université marocaine Hassan II.

Selon Maimunah Sharif, directrice exécutive du Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), 22 employés de l'ONU ont péri dans le crash. "Souvenons-nous que nos collègues étaient volontaires pour voyager et travailler loin de leur foyer (...) afin de faire de ce monde un meilleur endroit", a-t-elle déclaré lors d'une réunion en prélude à l'ouverture officielle, prévue dans la matinée.

Parmi les victimes onusiennes figurent six employés du PNUE et plusieurs autres du Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). Dublin a par ailleurs confirmé la mort d'un ingénieur irlandais travaillant pour le Programme alimentaire mondial (PAM) alors que les médias britanniques ont rapporté celle d'une employée de l'organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Des Boeing cloués au sol

Cet accident est un nouveau coup dur pour Boeing, dont le même modèle, version modernisée du best-seller 737, s'était écrasé lui aussi quelques minutes après le décollage, le 29 octobre, au large de l'Indonésie, faisant 189 morts. Une des boîtes noires de l'appareil appartenant à la compagnie indonésienne Lion Air avait signalé des problèmes d'indicateur de vitesse.

Suite à cet accident, Ethiopian Airlines a annoncé lundi qu'elle avait immobilisé ses six autres Boeing 737 MAX 8 "jusqu'à nouvel ordre". Réputée sérieuse, la compagnie, détenue à 100% par l'Etat éthiopien, a connu une très forte expansion ces dernières années. Sa flotte compte plus de 100 appareils, ce qui en fait la plus importante en Afrique.

Pékin a demandé lundi aux compagnies aériennes chinoises de suspendre les vols de leurs Boeing 737 MAX 8. Leur utilisation

pourra reprendre après confirmation par les autorités américaines et Boeing "des mesures prises pour garantir avec efficacité la sécurité des vols", a indiqué le Bureau chinois de l'aviation civile.

Le vol ET 302, qui avait décollé dimanche à 08H38 (05H38 GMT) d'Addis Abeba, a disparu des radars six minutes plus tard.

Selon un témoin, Tegegn Dechasa, l'arrière de "l'avion était déjà en feu lorsqu'il s'est écrasé au sol".

L'appareil, livré courant 2018 à la compagnie, avait fait l'objet d'une maintenance le 4 février.

35 nationalités

Les victimes du crash étaient de 35 nationalités différentes, selon des chiffres provisoires de la compagnie. Celle-ci a notamment dénombré 32 Kényans, 18 Canadiens, 9 Ethiopiens, 8 Italiens, 8 Chinois, 8 Américains, 7 Français, 7 Britanniques, 6 Egyptiens, 5 Allemands et 4 Indiens. Un passager voyageait avec un passeport onusien.

Le gouvernement français a fait état pour sa part de la mort de neuf Français et le parquet de Paris a ouvert une enquête.

Les messages de condoléances aux victimes ont afflué toute la journée dimanche, du Premier ministre éthiopien au président kényan, de l'Union africaine au secrétaire général de l'ONU, en passant par le Premier ministre canadien et le président français Emmanuel Macron qui sera en visite officielle en Ethiopie mardi et mercredi puis au Kenya mercredi et jeudi.

Parmi les victimes figurent par ailleurs l'épouse et les deux enfants du député slovaque Anton Hrnko, un architecte italien, un professeur d'université canadien d'origine nigériane ainsi qu'un ancien secrétaire général de la fédération kényane de football.

AFP

Afrique du Sud

Zuma accusé d'avoir utilisé les services secrets pour ses intérêts

L'ancien président sud-africain Jacob Zuma a largement utilisé les services de renseignement du pays pour servir ses intérêts politiques et personnels, notamment contre son successeur Cyril Ramaphosa, accuse un rapport officiel.

Publié samedi à l'initiative de M. Ramaphosa, ce document rédigé par une brochette d'experts conduite par l'ex-ministre Sydney Mufamadi, détaille sur une centaine de pages une longue série de "sérieuses violations de la Constitution" qui ont abouti à une "politisation du renseignement".

Des membres de l'Agence de sécurité d'Etat (SSA) ont mené, sur ordre de M. Zuma

et de son ministre en charge de la Sécurité d'Etat, une campagne visant à empêcher Cyril Ramaphosa de lui succéder à la tête du Congrès national africain (ANC) au pouvoir et de l'Etat.

Une "unité spéciale" a ainsi lancé en 2016 "trois opérations visant à empêcher la distribution de propagande électorale (au profit de M. Ramaphosa), à empêcher le transport de groupes dissidents (hostiles à M. Zuma)", écrit le rapport.

"Cette unité a pu infiltrer la direction du mouvement hostile au président de l'époque", ajoute le document.

Vice-président de Jacob Zuma, Cyril

Ramaphosa lui a succédé à la tête de l'ANC en décembre 2017. Il l'a contraint deux mois plus tard à la démission de la présidence du pays à cause des scandales de corruption qui ont émaillé son règne.

Les auteurs du rapport ont également déploré que la SSA soit devenue, pendant la présidence Zuma, la "vache à lait" de nombreux proches du pouvoir.

M. Ramaphosa a promis de tourner la page des années Zuma et d'éradiquer la corruption. Dans un communiqué, il a déploré "le détournement et la factionnalisation de la communauté du renseignement lors de la dernière décennie" et promis de réforme la

SSA, évoquant sa "séparation en deux unités, l'une en charge de la sécurité intérieure, l'autre extérieure".

Le principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique (DA), a exigé "la suspension immédiate de tous les fonctionnaires impliqués" et "l'ouverture de poursuites judiciaires".

Régulièrement mis en cause, Jacob Zuma n'est pour l'heure poursuivi que dans une affaire de ventes d'armes datant de la fin des années 1990 pour avoir touché des pots-de-vin. Des élections générales ont lieu le 8 mai en Afrique du Sud.

AFP

Malawi

Le bilan des inondations passe à au moins 30 morts

Le bilan des inondations, qui ont noyé le sud du Malawi, s'est aggravé pour passer à au moins 30 morts et près de 240.000 personnes sinistrées, a déclaré dimanche le ministre de la Sécurité intérieure, Nicholas Dausi.

"A ce jour, 30 personnes ont

perdu la vie et 22 ont été blessées", a déclaré M. Dausi, de retour d'une tournée dans les régions touchées.

Un précédent bilan officiel publié vendredi avait fait état d'au moins 23 morts et d'une dizaine de disparus.

Des pluies torrentielles se sont abattues plus tôt cette

semaine sur 14 districts de la moitié sud du Malawi, inondant de nombreux villages et plusieurs routes importantes.

Le président Peter Mutharika a décrété samedi l'état de catastrophe naturelle.

"C'est un gros problème, les inondations ont laissé derrière elle dévastation et désastre", a

indiqué M. Dausi, "notre pays ne pourra pas seul se relever de ce désastre, nous avons déclaré l'état de catastrophe pour que ceux qui le souhaitent puissent nous prêter main forte".

"Ils ont besoin en urgence d'eau, de tentes, de couvertures, de chlore pour traiter l'eau potable et de médicaments

contre le paludisme", a poursuivi le ministre.

Petit pays pauvre et enclavé d'Afrique australe, le Malawi souffre depuis plusieurs saisons, comme le reste de la partie sud de tout le continent africain, de vagues de sécheresse qui pèsent sur son économie.

Bilal L.

Le Venezuela toujours dans le chaos, Guaido veut l'état d'urgence



L'opposant Juan Guaido entend hier, tirer parti de la gigantesque panne de courant qui plonge le Venezuela dans le chaos depuis trois jours en appelant le Parlement à voter l'état d'urgence dans l'espoir de faciliter l'entrée d'aide humanitaire dans le pays.

«**J**e vais demander à l'Assemblée nationale de décréter l'état d'urgence pour permettre l'entrée de l'aide humanitaire» dans le pays, ce qui permettra de «solliciter l'aide internationale», a annoncé dimanche M. Guaido, président de l'Assemblée nationale, autoproclamé «président par intérim» du Venezuela et reconnu par une cinquantaine de pays.

«Cette catastrophe, nous devons nous en occuper maintenant», a-t-il martelé.

Le courant est revenu dimanche soir dans certains quartiers de Caracas, provoquant des clameurs enthousiastes - mais à deux reprises déjà, vendredi et samedi, la joie avait été de courte durée, l'électricité avait de nouveau disparu après un bref retour.

Alors que la panne franchissait un cap symbolique de 72 heures dimanche après-midi, le gouvernement a imposé une nouvelle journée chômée lundi aux fonctionnaires et aux écoliers. L'absence de transports rend de toutes façons tout déplacement hasardeux, même dans la capitale.

«Sur ordre du président Nicolas Maduro, les activités scolaires et le travail resteront suspendues demain lundi 11 mars», a annoncé le ministre de la Communication, Jorge Rodriguez, qui a également appelé «au calme», lors d'une allocution à la télévision publique.

M. Guaido a aussi enjoint à la population

de descendre dans les rues «parce que ce régime laisse mourir les Vénézuéliens» et a appelé les forces armées à cesser «de couvrir le dictateur», le président Maduro.

Depuis jeudi 16h50 (20h50 GMT), le pays est privé de lumière, d'eau et de moyens de transports et de communications, et la population éprouve de plus en plus de difficultés à se ravitailler.

Aide bloquée

Au moins 250 tonnes d'aide humanitaire, vivres et médicaments, principalement envoyées par les Etats-Unis, sont stationnées aux frontières du pays avec la Colombie et le Brésil.

Le gouvernement s'est opposé le 23 février à leur entrée dans le pays en suspectant une tentative d'intervention armée déguisée des Etats-Unis.

Selon des ONG, la panne a déjà tué au moins 15 malades dans les hôpitaux - dont très peu sont équipés de générateurs en état

de marche - mais en l'absence de bilan officiel et de moyens de communications, il est impossible de savoir ce qui se passe exactement à travers le pays.

Ces bilans ont été démentis dimanche après-midi par le ministre de la Santé, Carlos Alvarado, qui était resté silencieux depuis le début de la crise. «C'est faux», a-t-il dit à la télévision - que bien peu de Vénézuéliens sont en état de recevoir.

La centrale hydroélectrique de Guri, dans l'Etat de Bolivar (sud), responsable de la panne, dessert environ les trois quarts du pays. M. Maduro a dénoncé une nouvelle «attaque cybernétique» dans la «guerre électrique» menée selon lui par les Etats-Unis. Le gouvernement a affirmé qu'il fournirait à l'ONU «des preuves» de ces accusations.

Un scénario «hollywoodien», a répliqué M. Guaido, pour qui le manque de maintenance et d'investissements dans le réseau électrique, nationalisé en 2007, sont la vraie cause de ce fiasco.

Dans un communiqué, 11 des 14 pays du Groupe de Lima ont rendu «le gouvernement illégitime de Maduro exclusivement responsable de l'effondrement du système électrique vénézuélien». Le Groupe de Lima comprend 13 pays d'Amérique latine et des Caraïbes et le Canada.

La coupure est inédite par son ampleur et sa durée dans ce pays de 30 millions d'habitants, qui dispose des premières réserves mondiales de pétrole.

Que des dollars

Dans la capitale, les rares commerces ouverts n'acceptent que les dollars en espèces. Du fait de l'inflation, les billets locaux en circulation sont insuffisants pour régler des produits de base à triple zéro.

Pour s'ajuster à cette hyperinflation, les paiements électroniques se sont généralisés. Et ceux-ci sont bien sûr suspendus.

Quelques vols ont repris à l'aéroport international de Maiquetia, où les enregistrements se font manuellement pour ceux qui partent, mais des centaines de passagers sont bloqués depuis jeudi.

Chaque jour, Rossy Fernandez, 72 ans, essaie de partir pour rendre visite à son frère à Miami. Mais rien ne la chassera du pays, jure-t-elle.

Selon l'ONU, 2,7 millions de Vénézuéliens ont émigré depuis 2015.

L'obscurité à la nuit tombée ajoute à l'angoisse dans cette métropole de 5 millions d'habitants, considérée comme l'une des plus dangereuses du monde.

«C'est l'agonie. On s'impose un couvre-feu à partir de 17h00. On sort tôt pour acheter ce qu'on peut et on rentre vite», soupire Yadira Delgado, 49 ans, qui vit avec sa mère de 72 ans et sa fille de 16 ans.

Cette nouvelle crise fournit aussi un nouveau terrain de lutte entre les deux présidents qui se disputent le pouvoir. MM. Guaido et Maduro ont organisé samedi des rassemblements rivaux à Caracas.

M. Guaido a répété qu'il était prêt à autoriser une intervention militaire étrangère.

AFP

Un nouveau mouvement de gauche en Allemagne déjà en crise

■ L'égérie de la gauche radicale allemande a annoncé dimanche qu'elle quittait la tête d'un nouveau mouvement lancé il y a seulement six mois avec l'ambition de sortir la gauche de la crise, mais qui peine à décoller.

«Nous avons besoin de réorganiser la direction» du mouvement baptisé «Aufstehen» (Debout), a déclaré Sahra Wagenknecht à l'édition dominicale du quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung.

«Les responsables politiques issus des partis établis doivent se mettre en retrait et cela vaut aussi pour moi. Ils étaient nécessaires au début, mais le moment est venu de déléguer les responsabilités» aux militants de

la base, a-t-elle ajouté. Ce retrait sonne comme un aveu d'échec pour cette femme qui compte, par ailleurs, parmi les dirigeants du parti allemand de la gauche radicale (Die Linke), où elle est très controversée. Sahra Wagenknecht avait lancé en septembre, avec son époux Oskar Lafontaine, un ancien président du parti social-démocrate, son propre mouvement. Celui-ci ambitionne à la fois de créer une union de la gauche potentiellement majoritaire dans le pays, des sociaux-démocrates, aux écologistes, jusqu'à la gauche radicale, autour de plusieurs enjeux sociaux.

Mais il suscite la controverse car Sahra Wagenknecht prône aussi un discours de fer-

meté sur les migrants, hétérodoxe à gauche, afin de tenter de récupérer l'électorat populaire parti à l'extrême droite.

Le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) vole de succès en succès dans les élections en s'opposant frontalement à l'arrivée de plus d'un million de demandeurs d'asile dans le pays depuis 2015.

Ce positionnement de Sahra Wagenknecht, et les critiques que sa personnalité suscite, sont à l'origine de l'échec relatif de son mouvement, incapable jusqu'ici d'attirer des personnalités de premier plan des différents partis. Il avait démarré en septembre avec 100 000 adhérents et n'en

compte six mois plus tard que 170 000. Et les militants ne payent pas de cotisation, ils ont juste besoin de s'inscrire en ligne.

«Les partis auxquels nous voulions parler se sont bunkérisés», a regretté l'intéressée dans l'interview, estimant qu'ils s'enfermaient du coup dans «une impasse». La gauche modérée (sociaux-démocrates et écologistes) gouverne au plan local et régional avec la gauche radicale. Mais une coopération est jusqu'ici exclue au plan national, en raison, notamment du positionnement anti-Otan et pro-russe de Die Linke, mouvement héritier du parti communiste de RDA.

AFP



"L'aube d'un "nouveau Mexique"

J'ai appris à aimer le Mexique. Depuis 1969, j'y ai fait 18 séjours qui totalisent une trentaine de mois. Je lui ai consacré mon mémoire de maîtrise, ma thèse de doctorat et de nombreux écrits. Je l'ai parcouru à plusieurs reprises depuis la frontière nord jusqu'au Yucatán. Je reviens d'un séjour de trois semaines.

Par **Claude Morin**

Ce pays a occupé une grande place dans ma vie professionnelle. Mais depuis une trentaine d'années, j'accumulais déceptions et frustrations. Quatre problèmes accaparaient mon attention : 1- la pauvreté endémique et majoritaire; 2- la corruption verticale, du haut vers le bas de la pyramide sociale; 3- la violence systémique (domestique, patronale, policière, mafieuse); 4- l'impunité généralisée (une justice qui protégeait les puissants et une police incompétente et véreuse). La fraude électorale avait de plus entraîné un abstentionnisme croissant. L'horizon paraissait bouché.

Le 1er juillet 2018, 70 % des Mexicains sont allés voter, le meilleur taux de participation depuis des décennies. Ils ont élu Andrés Manuel López Obrador (AMLO), l'ancien maire de Mexico (2000-2005), âgé de 65 ans, un politique aguerrri issu du Tabasco, qui en était à sa troisième tentative d'arracher la présidence. Face à quatre autres candidats, il a obtenu une majorité absolue (53%). Il a su gagner la confiance d'un peuple. Même les élites qui le redoutaient comme un dangereux « gauchiste » ou « populiste » n'ont pu lui opposer la fraude comme elles l'avaient fait en 2006. Sa popularité était trop grande, sa capacité de mobilisation trop évidente. Cette fois il a conquis la présidence à la tête d'un parti-mouvement qu'il a créé (Morena : Mouvement pour la Régénération Nationale) et d'une coalition (Ensemble nous ferons l'histoire) qui lui a assuré une majorité au Congrès. Morena doit son succès à la construction d'une base territoriale fondée sur des demandes locales, des mouvements revendicatifs et un tissu de loyautés traditionnelles ainsi qu'au grand capital de confiance dont Amlo disposait auprès de nombreux secteurs.

Homme réfléchi, d'une grande culture, auteur de six livres, modeste et pragmatique, AMLO a fait campagne au nom d'une « quatrième transformation » nécessaire. La première (1810-1821) avait abouti à l'indépendance. La seconde (1858-1861) avait réformé l'État désormais séparé de l'Église. La troisième (1910-1920) avait mis

fin à la dictature et doté le pays d'une constitution avancée. La quatrième devrait mettre en place un véritable État de droit, une « vraie » démocratie et libérer le pouvoir politique de l'emprise du pouvoir économique. Et Amlo, en excellent connaisseur de l'histoire mexicaine, de citer ses modèles d'hommes publics : Juárez, Madero et Cárdenas. Le président a commandé l'élaboration d'une « Constitution morale » afin de développer chez ses compatriotes une conscience éthique comme le proposait Alfonso Reyes dans sa *Cartilla moral* en 1944.

Il a proclamé l'« austérité républicaine » qu'il pratiquait déjà à l'époque où il était maire de Mexico, habitant un cottage de Tlalpan, un quartier de classe moyenne, avec sa conjointe Beatriz Gutiérrez Müller, historienne et spécialiste des communications, auteure de plusieurs ouvrages. Amlo a ainsi réduit de moitié son salaire mensuel, l'abaissant à 5 700 USD. Il a renoncé à la résidence présidentielle (Los Pinos) et en a fait un centre culturel au profit des citoyens, installant ses quartiers au Palais national sur le Zocalo. Tous les matins, à 7h, il y tient une conférence de presse afin d'informer les citoyens par l'entremise des journalistes. Il a mis en vente l'avion présidentiel et voyage sur des vols commerciaux, se soumettant aux mêmes contrôles que ses compatriotes. Désormais aucun fonctionnaire ne pourra gagner plus que lui. Dans les ministères l'écart entre le mieux payé et le moins payé ne devra pas dépasser un rapport de 12 pour un, alors que présentement des cadres peuvent gagner 80 fois ce que gagnent les salariés les moins bien payés. Les juges ont accepté de s'imposer une baisse de traitement de 25%, ramenant leurs émoluments mensuels à 10 000 USD.

Il s'est engagé à réduire la pauvreté par la hausse du salaire et la création d'emplois. En vertu d'un pacte avec le patronat, il a décrété une hausse de 16 % du salaire minimum, la plus forte hausse en 23 ans. Le salaire minimum est ainsi passé de 88 à 102 pesos par jour (5,11 USD). Mais dans la zone frontalière nord, le salaire a été porté à 176 pesos (8,79 USD). Une étude du Coneval a établi que le pouvoir d'achat réel des ménages à faible revenu avait diminué de 20% entre 1992 et 2016 et que 53,4 millions de Mexicains (43,6 % de la population totale) vivaient sous le seuil de pauvreté,

dont 7,6 millions qui vivaient dans l'extrême pauvreté. La moitié des enfants mexicains – plus de 20 millions – vit dans la pauvreté. Le gouvernement veut développer l'économie sociale. Il prévoit doubler la valeur des prestations de retraite et accorder une pension universelle aux personnes souffrant d'un handicap.

Il entend améliorer et étendre l'éducation en distribuant 10 millions de bourses (son slogan de campagne était : « Becarios sí, sicarios no »). Il parle de créer 100 universités publiques. Soucieux de valoriser le métier d'enseignant, il a mis fin aux évaluations arbitraires qu'avait instituées l'administration précédente. La création de deux millions de postes d'apprentis salariés en entreprise facilitera l'embauche des jeunes. Les entreprises ont déjà offert 300 000 postes. L'accès aux soins de santé sera amélioré pour tous. Actuellement bien des Mexicains, ceux qui travaillent dans le secteur informel, n'ont pas accès aux soins ni aux médicaments gratuits réservés aux salariés qui paient des cotisations rattachées à leur condition de syndiqués. Un combat sans merci sera mené contre la corruption et l'impunité. Une loi ferait de la corruption un délit grave, ce qui impliquerait que les membres du gouvernement, y compris le président, perdraient leur immunité et pourraient être jugés pour un tel délit au cours de leur mandat. Récemment Amlo s'est attaqué au vol de carburant qui afflige la rentabilité de Pemex. Ce vol a représenté des pertes de plus de 3,3 milliards USD en 2018, soit 60% de ce que coûtera la hausse des pensions aux retraités! La « traite des oléoducs » s'est développée depuis 2000 sans que l'État ni Pemex n'interviennent. Des fortunes sont nées du détournement de carburant. En 2018, il y aurait eu 12 000 saignées. Les huachicoleros sont membres de cartels qui perforent les oléoducs, quitte à ce que de petites gens se servent ensuite, au risque de périr dans une explosion comme cela s'est produit dans l'État de Hidalgo. Les militaires ont été mobilisés pour la surveillance. Des oléoducs ont été fermés, obligeant Pemex à acheter des centaines de camions-citernes. Des pénuries de carburant en ont résulté, car le pays consomme 800 000 bariils par jour. Le Mexique entend récupérer sa souveraineté. Il ne sera plus une « piñata » que les invités rompent pour s'approprier les friandises. Le Mexique s'est retiré du Groupe de Lima dont la seule fonction était d'œuvrer à un changement de

gouvernement au Venezuela pour le compte des États-Unis. Amlo a rappelé le principe de base de la diplomatie mexicaine : la non-ingérence dans les affaires des autres pays. Et de prôner la résolution pacifique des conflits par la médiation.

Le commerce avec les États-Unis est un volet essentiel de l'économie mexicaine. Les échanges entre les deux pays totalisent annuellement 600 milliards USD et les investissements directs US dépassent les 100 milliards. Plus de 1,2 million d'emplois aux États-Unis reposent sur les exportations au Mexique. On doit comprendre que la construction d'un mur sur la frontière générerait ces échanges. Il ne saurait être question que la facture soit refilée au Mexique d'aucune façon. Concernant l'émigration, le Mexique veut par la création d'emplois mieux rémunérés réduire à la source l'incitation à l'émigration transfrontalière. Il a demandé au voisin du Nord de participer à un programme de développement pour les pays d'Amérique centrale d'où partent ces caravanes de migrants qui inquiètent tant Donald Trump et ses partisans.

Amlo devra s'attaquer à l'insécurité et à la violence, celles qui sont imputables aux cartels et celles qui proviennent des forces de sécurité, avec comme bilan plus de 100 000 morts et des dizaines de milliers de disparus depuis 2006. La disparition forcée a commencé en 1968 sous la présidence de Díaz Ordaz. D'abord occasionnelle elle est devenue une pratique courante vers 1974 et au-delà sous l'empire de la « guerre sale ». Elle a pris une grande ampleur sous Calderón à la faveur de la guerre contre les narcotrafiquants, puis a continué de plus belle sous Peña Nieto. Le nombre de disparus s'établissait en janvier 2019 à 40 180. Selon Amlo, les problèmes de sécurité publique sont liés à la décomposition des corps policiers et à la corruption qui les gangrène. Il vient d'obtenir du Congrès et des États l'aval pour la création d'une Garde nationale composée de soldats de la marine, de l'armée et de la police fédérale, sous le commandement du ministère de la Défense. La militarisation de la sécurité publique a néanmoins soulevé des objections et des inquiétudes tant il est vrai que les militaires en ont mené large sous les administrations antérieures. On peut déjà porter au crédit du gouvernement la libération de prisonniers politiques et l'annonce d'une révision d'autres détentions sans pro-

cess. Beaucoup des prisonniers libérés étaient des résistants à la réforme éducationnelle. La détermination à ne pas criminaliser la protestation sociale est aussi très encourageante. Le gouvernement a enfin créé une commission d'enquête sur la disparition (donc l'assassinat) en septembre 2014 des 43 étudiants d'Ayotzinapa et le rôle qu'a tenu le gouvernement Peña Nieto dans l'exécution et le camouflage.

Si la « quatrième transformation » du Mexique peut soulever espoirs et enthousiasme, la tâche demeure titanesque. Amlo est pressé d'appliquer son programme, ce qui ouvre la porte à des improvisations et à des dérapages. Le président est élu pour un mandat de six ans non renouvelable. S'il n'est pas tout-puissant comme à l'époque de Porfirio Díaz, il dispose de beaucoup plus de pouvoir que le président des États-Unis, n'ayant pas à affronter une séparation des pouvoirs aussi rigide et un système de poids et de contrepoids. Il entend gouverner avec le peuple et le consulter au besoin quitte à bousculer les institutions et de gros intérêts. Déjà il a annulé le projet de construction d'un nouvel aéroport de Mexico après avoir consulté les citoyens affectés. Cette décision comme celle de relancer la production et la distribution d'électricité par l'entreprise d'État créent des remous et des résistances dans le secteur privé. Les uns en attendaient de juteux contrats de construction alors que les autres se sont enrichis de la vente de l'électricité à prix forts. La connivence entre les hautes sphères du pouvoir et les milieux d'affaires fut à l'origine d'enrichissements illicites. Il est évident qu'Amlo dérange : des médias puissants deviennent la voix de l'opposition à ses mesures, à ses projets. Le président se fait de nombreux ennemis, ce qui ne peut qu'inquiéter son entourage dans un pays où l'assassinat politique a pris une ampleur dramatique. La dernière campagne électorale fut la plus mortelle de l'histoire mexicaine. Nombre d'élus et de militants ont récemment payé de leur vie leur engagement pour le changement. Il n'empêche que la perception du public est tout autre. A près de 100 jours de son entrée en fonction, Amlo peut se targuer d'un taux d'approbation qui frise les 80%, une situation totalement inédite dans le Mexique.

Claude Morin

Etats-Unis

Trump devrait demander 8,6 milliards de dollars pour financer son mur

Pendant la campagne présidentielle, il avait promis qu'il ferait financer cette barrière frontalière par le Mexique.

Donald Trump a prévu de demander 8,6 milliards de dollars dans le budget 2020 pour financer le mur qu'il veut construire à la frontière avec le Mexique, a indiqué dimanche 10 mars son conseiller économique Larry Kudlow. Questionné sur la chaîne Fox News sur l'opposition prévisible du Congrès au chiffre de 8,6 milliards de dollars pour le mur qui circulait dans la presse américaine, Larry Kudlow a répondu «je suppose que ce sera le cas». Selon le Washington Post, dans son budget pour l'année fiscale 2020 qui sera dévoilé lundi, Donald Trump veut diriger 5 milliards de dollars du budget du ministère de la Sécurité intérieure et 3,6 milliards de celui du Pentagone vers son projet de mur frontalier destiné à empêcher l'immigration clandestine.

Ces chiffres feront l'objet d'âpres négociations entre la Maison Blanche et les parlementaires. Ces fonds s'ajouteraient au financement d'urgence de 6,7 milliards prévus selon la déclaration «d'urgence nationale» annoncée le 15 février, une procédure qui lui permet de contourner le Congrès pour débloquer des financements.



«Shutdown»
La dernière fois que Donald

Trump a demandé aux parlementaires d'approuver le financement de son mur frontalier -pour 5,7 milliards de dollars, l'an dernier- le bras de fer avec le Congrès a abouti à un «shutdown», une fer-

meture partielle du gouvernement américain de 35 jours. Il a donc cherché à contourner les élus avec sa déclaration d'urgence nationale mais le Congrès s'apprête à adopter une résolu-

tion destinée à annuler ce financement d'urgence.

Donald Trump «va garder son mur. Il va garder sa sécurité à la frontière. Je pense que c'est essentiel», a ajouté Larry Kudlow. Il s'est en outre déclaré optimiste pour la croissance américaine, assurant qu'elle dépasserait les 3% «en 2019 et après», et il a précisé que le budget 2020 prévoyait une réduction des dépenses publiques de 5%. Les leaders démocrates du Congrès ont immédiatement réitéré leur opposition au financement du mur. «Le président Trump a causé du tort à 8 millions d'Américains quand il a imprudemment décidé de fermer le gouvernement pour obtenir son mur coûteux et inefficace, lequel, il l'avait promis, devait être payé par le Mexique», ont rappelé dans un communiqué la présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, et le chef de file de la minorité au Sénat, Chuck Schumer.

«Le Congrès a refusé de financer le mur» et Donald Trump «a été forcé de le reconnaître et de rouvrir le gouvernement», ont-ils ajouté. «C'est ce qui va se répéter s'il essaie à nouveau. Nous espérons qu'il a retenu sa leçon».

HuffPost

Brexit

Des élus conservateurs demandent un report du vote

Des élus conservateurs britanniques ont demandé à la Première ministre Theresa May de repousser le vote sur l'accord de Brexit prévu mardi au Parlement afin de se laisser davantage de temps pour convaincre une majorité de soutenir le texte négocié avec Bruxelles, rapporte lundi le journal The Times.

Theresa May a tenté sans succès d'obtenir une modification de la clause de sauvegarde («backstop») pour la frontière irlandaise depuis que l'accord a été rejeté à une écrasante majorité par les parlementaires le 15 janvier.

Les négociations entre Londres et l'Union européenne sont «dans l'impasse», a reconnu lundi le 10, Downing Street, selon des propos rapportés par la BBC.

Faute de changement significatif, le texte est voué à subir mardi un nouvel échec cinglant au Parlement de Westminster, ont prévenu dimanche deux chefs de file des députés eurosceptiques.

Si tel est le cas, le Parlement devrait être appelé à dire mercredi s'il est favorable à une sortie de l'Union européenne sans accord («no deal») et, s'il rejette comme attendu cette hypothèse, à voter jeudi en faveur d'un report de la date du Brexit, prévu le 29 mars à minuit.

Certains élus craignent qu'un tel report ne conduise à un abandon pur et simple du projet de sortie de l'UE, dont Theresa May laisse aussi planer la menace.

Reuters

Allemagne

Réduction de la prévision de croissance

Le gouvernement fédéral allemand a abaissé en interne sa prévision de croissance 2019 à 0,8%, sa deuxième révision en moins de deux mois, rapporte lundi le quotidien des affaires Handelsblatt.

«En interne, le gouvernement fédéral ne prévoit plus que 0,8% de croissance en 2019», écrit le journal en citant une note confidentielle du ministère des Finances.

L'affaiblissement de la croissance mondiale et les risques liés aux tensions commerciales, au Brexit et à la situation financière de l'Italie sont les principaux facteurs mentionnés dans la note, ajoute-t-il.

En janvier, le gouvernement allemand avait ramené de 1,8% à 1,0% sa prévision de croissance pour 2019.

Mercredi, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a réduit sa prévision pour l'Allemagne cette année à 0,7% au lieu de 1,6%. «La nouvelle prévision de l'OCDE pour 2019, sur la base des données présentes, ne semble pas invraisemblable», indique la note ministérielle citée par le Handelsblatt.

Reuters

Chine

Suspension des vols opérés en Boeing 737 MAX

Les autorités chinoises ont ordonné lundi aux compagnies aériennes du pays de suspendre leurs vols opérés en Boeing 737 MAX, après le crash mortel dimanche d'un Boeing 737 MAX 8 de la compagnie Ethiopian Airlines.

Le crash de l'avion d'Ethiopian Airlines qui assurait la liaison entre Addis-Abeba et Nairobi a fait 157 morts, dont neuf Français et de nombreux autres Occidentaux.

En octobre, un autre Boeing 737 MAX 8, de la compagnie Lion

Air, s'est écrasé en mer de Java, faisant 189 morts. La cause de l'accident, survenu peu après le décollage de Djakarta, la capitale de l'Indonésie, n'a pas encore été déterminée avec certitude.

L'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) a déclaré dans un communiqué qu'elle informerait les compagnies aériennes d'une éventuelle reprise des vols, après avoir contacté Boeing et les autorités américaines.

«Vu que les deux accidents impliquent des appareils Boeing

737-8 livrés récemment et qu'ils ont eu lieu pendant la phase de décollage, il y a un certain degré de similarité», indique la CAAC, ajoutant que cette décision était conforme à son principe de tolérance zéro en matière de sécurité.

Les compagnies chinoises comptent une flotte de 96 Boeing 737 MAX, précisent les autorités.

Le journal Caijing rapporte que la plupart des vols initialement prévus sur ces appareils allaient être effectués par des Boeing 737-800.

Reuters

Mexique

19 passagers d'un autocar enlevés par des hommes armés

Dix-neuf hommes qui voyageaient à bord d'un autocar dans le nord-est du Mexique ont été enlevés jeudi par des hommes armés et on est sans nouvelles d'eux depuis, ont annoncé les autorités dimanche.

L'enlèvement, qui n'a pas été revendiqué, s'est produit alors que l'autocar se rendait du port de Tampico vers la ville de Ciudad Reynosa, dans l'état de Tamaulipas, limitrophe des Etats-Unis, selon un rapport de la police locale.

Des hommes armés circulant à bord de quatre véhicules ont contraint l'autocar à s'arrêter dans la région de San Fernando,

une des zones les plus dangereuses du Tamaulipas.

Quatre hommes masqués et armés sont montés à bord, «ont fait descendre 19 passagers de sexe masculin, les ont fait monter dans leurs véhicules et ont quitté les lieux pour une destination inconnue», indique le rapport de la police.

Les 22 autres passagers de l'autocar sont arrivés sains et saufs à leur destination, d'après des informations de presse.

Selon les autorités, des groupes criminels du Tamaulipas enlèvent des hommes circulant sur les routes pour les contraindre à se joindre à eux.

Plus de 40.000 personnes sont portées disparues au Mexique, selon les chiffres officiels, des disparitions liées dans de nombreux cas au trafic de drogue. Le Tamaulipas est l'un des Etats mexicains où est déclaré le plus grand nombre de disparitions.

Deux cartels de la drogue, celui du Golfe et celui des Zetas, sont actifs dans cet Etat du nord-est, frontalier du Texas. Ces deux cartels ont été affaiblis ces dernières années par des arrestations de leurs chefs, ce qui a favorisé l'émergence d'autres groupes criminels.

Reda A.

Azzedine Mihoubi

Le ministère de la Culture oeuvre à la préservation des sites archéologiques

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a affirmé, dimanche, lors d'une visite d'inspection dans la wilaya Mila que son département ministériel «veille à préserver et à protéger les sites archéologiques et le patrimoine sans entraver les projets de développement».



« Il s'agit de concilier la protection des sites découverts et la réalisation des projets programmés tels que ceux de l'habitat et les équipements publics avec pour objectif de ne pas entraver le développement », lequel représente «un droit du citoyen», a précisé le ministre à la presse, dans la commune de Sidi Merouane (nord de Mila) où un site romain a été découvert, en 2013, à la faveur de la construction de logements sociaux.

Selon M. Mihoubi, cela se fera en concertation entre le secteur de la culture et les parties concernées par le projet, à l'image de ce qui est entrepris au niveau de ce site, où il a été convenu de poursuivre la réhabilitation du site archéologique mis à jour et sa protection, en sus d'exploiter une partie du rez-de-chaussée de l'immeuble voisin comme espace culturel en adéquation avec la nature du site, lequel sera, souligne-t-il, «classé et donnera un cachet à ce quartier résidentiel à l'avenir».

S'agissant de la permission de prendre des photographies des sites archéologiques, le ministre a indiqué que les tou-

ristes y sont autorisés depuis plus d'une année, ainsi que pour des travaux dédiés à ces sites, ajoutant que dans le cas où ces derniers sont utilisés à des fins commerciales, «une contrepartie symbolique» est exigée, notamment pour ceux qui le souhaitent à l'instar des chaînes de télévision.

Au cours de sa visite dans la ville antique de Mila, le ministre a également prêté attention aux explications relatives à l'étude de la mosquée Sidi Ghanem ou Abou Mouhajir Dinar, qu'il a qualifié d'«icône et de monument très important», car il s'agit, selon lui, du deuxième en Afrique du Nord après la mosquée de Kairouan (Tunisie), mais aussi, d'«une des références de l'histoire des conquêtes islamiques».

M. Mihoubi a relevé, par ailleurs, que «cette mosquée est un bien précieux qu'il faut impérativement préserver et rénover pour pouvoir l'exploiter à nouveau, notamment pour le culte», faisant état de la levée du gel sur le projet dont le montant est évalué à 140 millions de dinars.

En se penchant aujourd'hui sur le lance-

ment de l'étude relative à ce projet, qui prendra fin dans une année, le ministre a affirmé que l'entreprise chargée de la restauration sera alors sélectionnée, assurant que «ce monument, prélude de la floraison des mosquées en Algérie renaîtra à nouveau».

Le ministre de la Culture a également écouté les explications relatives au Plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur des secteurs sauvegardés (Ppsmvss) de la vieille ville de Mila, actuellement en cours d'édition, et qui permettra, selon lui, aux habitants de ce secteur, faisant partie des 21 secteurs sauvegardés du pays, de procéder à des travaux de rénovation et ce, en coordination avec les services de la culture de la wilaya.

Concernant les pièces archéologiques saisies et récupérées au niveau de cette wilaya, et en l'absence d'un musée pour les accueillir, le ministre a fait savoir qu'il est possible de recourir à des structures sécurisées pour y abriter ces objets, ajoutant au sujet des pièces transférées au Musée de Constantine, que celles-ci «peuvent être

restituées une fois que la wilaya disposera d'un musée propre à elle». M. Mihoubi a également effectué une visite à la fontaine romaine de Aïn El Balad, à la zaouia Rahmania ainsi qu'à une des demeures de la vieille ville, louant les efforts consentis pour sa restauration en plus d'en faire le siège de l'association des amis du Vieux Mila. **Reda A.**

Les objets subtilisés au Musée national des antiquités et des arts islamiques récupérés

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a indiqué, dimanche à Mila, que les investigations approfondies menées par les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont permis «de récupérer tous les objets subtilisés vendredi dernier dans le Musée national des antiquités et des arts islamiques».

En marge d'une visite dans cette wilaya, lors de son passage au site archéologique romain de la région de Ferdoua, dans la commune de Sidi Merouane (nord de Mila), le ministre a précisé à la presse, que les biens, des épées et des pistolets datant de la période de la résistance populaire, ont été volés par des individus qui avaient incendié une aile du Musée national, profitant de la marche pacifique de vendredi dernier. M. Mihoubi a souligné que l'incendie qui avait ciblé le musée n'a touché que l'aile consacrée aux arts islamiques, d'autant que des éléments de la Protection civile «sont intervenus à temps, avant que les flammes ne se propagent à d'autres ailes» de la bâtisse.

Le ministre de la Culture a également ajouté que l'aile endommagée a été fermée pour rénovation.

Le Musée public national des antiquités et des arts islamiques avait fait l'objet, vendredi, d'actes de vandalisme qui ont ciblé certains de ses pavillons en y volant un nombre d'objets de valeur après avoir mis le feu dans des locaux administratifs causant la destruction de documents et de registres, selon le ministère de la Culture.

T. L.

HCA

Des efforts supplémentaires pour généraliser l'usage de tamazight

Le secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, a relevé, dimanche à Djanet (Illizi), l'importance de «déployer davantage d'efforts pour la généralisation de tamazight» dans tous les secteurs, notamment le tourisme et l'artisanat. A ce propos, M. Assad a insisté dans une déclaration à la presse au terme des festivités amazighes du tourisme et de l'artisanat, sur «l'importance de renforcer la coopération entre le HCA et le secteur du tourisme pour promouvoir la langue amazighe».

Rappelant les acquis réalisés par le HCA en matière de généralisation de l'enseignement de tamazight dans les secteurs de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle, M. Assad a estimé que l'intégration de cette langue dans le secteur du tourisme était un pas positif pour sa promotion dans d'autres secteurs de services. Dans ce contexte, le SG de l'HCA a rappelé le protocole signé entre le ministère du Tourisme et le Commissariat pour l'introduction de cette langue en tant que matiè-

re d'enseignement dans les instituts et écoles spécialisés en tourisme et hôtellerie et la dénomination des structures hôtelières et sites touristiques en langue amazighe. Le HCA oeuvre dans le cadre de ce protocole à la traduction du portail électronique du ministère de l'Agriculture en amazighe, a-t-il précisé. Par ailleurs, M. Assad a mis en avant l'importance de cette rencontre académique au cours de laquelle une feuille de route a été mise en place pour la promotion de la langue amazighe, notamment à travers sa contribution dans le

renforcement de la destination Algérie. Par ailleurs, M. Assad a rappelé, en outre, la signature de conventions avec l'Office national d'alphabetisation et d'enseignement pour adultes (Onaea) et l'Association Ikraâ, ajoutant que depuis 2014, de grands pas ont été réalisés dans ce sens.

Une nouvelle circulaire a été élaborée dernièrement concernant l'alphabetisation en langue amazighe qui sera distribuée prochainement sur les institutions concernées, a-t-il fait savoir.

Le HCA a ouvert trois classes pour l'enseignement de la langue

amazighe, tout en oeuvrant à la création d'une école virtuelle appelée Tamazigh sans frontières.

Insistant sur la nécessité de généraliser l'enseignement de tamazight au niveau de toutes les régions du pays afin de créer une coexistence avec la langue arabe, Si El Hachemi Assad a révélé qu'à ce jour, cette expérience a été vulgarisée dans 25 wilayas du pays permettant le recrutement d'enseignants spécialisés, académiciens, et des auxiliaires à l'enseignement de cette langue. **R. A.**

PAROLES DE FEMMES

" La famille est un ensemble de gens qui se défendent en bloc et s'attaquent en particulier. "

Diane de Beausacq



Page animée par Tinhinan

FEMMES

ILS ONT DIT :

" Tout le genre humain n'est qu'une famille dispersée sur la face de toute la terre. "

Fénelon

ACTU-FEMMES



Assassinat du demi-frère de Kim Jong Un

Une Indonésienne libérée par la justice

Une Indonésienne accusée d'avoir participé à l'assassinat, voici deux ans, du demi-frère du dirigeant nord-coréen, Kim Jong Un, à l'aéroport de Kuala Lumpur a été libérée hier, le parquet ayant renoncé à la poursuivre pour meurtre.

Siti Aisyah, originaire d'Indonésie, était accusée au côté de la Vietnamiennne Doan Thi Huong, d'avoir tué Kim Jong Nam en lui jetant au visage un agent neurotoxique considéré comme une arme de destruction massive à l'aéroport de la capitale malaisienne, en février 2017.

«Siti Aisyah est libre», a déclaré le juge Azmin Ariffin à la Haute cour de Shah Alam, après avoir approuvé les réquisitions du parquet demandant que soit abandonnée sa mise en accusation pour meurtre. «Elle peut sortir maintenant».

Le procureur Muhammad Iskandar Ahmad avait requis l'abandon des poursuites contre la jeune femme sans motiver sa demande. Elle peut quitter le pays, a-t-il expliqué.

Les deux femmes âgées d'une vingtaine d'années rejettent les accusations pesant contre elles.

L'ambassadeur d'Indonésie en Malaisie, Rusdi Kirana, s'est réjoui de la décision de la Haute cour. «Nous sommes heureux. Nous allons tenter de lui faire prendre l'avion pour l'Indonésie dans la journée ou dès que possible».

Le chocolat ----- Un médicament gourmand

On connaît ses vertus aphrodisiaques mais le chocolat semble révéler bien d'autres secrets. Il ne serait pas seulement une simple gourmandise, comme nous l'explique le professeur Henri Joyeux. Invité des 4 vérités, il a écrit "Comment se soigner avec le chocolat". Le chocolat serait un antidépresseur. "Après une chimiothérapie, des traitements

lourds, vous pouvez aider un patient à mieux supporter le traitement. Il y a des molécules formidables qui sont présentes dans le chocolat, mais à condition qu'il soit noir et à 70% de cacao" explique le professeur Joyeux.

A consommer matin et soir

Pour le professeur Henri Joyeux, le chocolat

est à consommer quotidiennement. "La prescription est de un carré matin et soir. Il ne faut pas le croquer mais le faire fondre entre la gencive et la joue", commente le médecin avant de préciser une des autres vertus du chocolat.

"Il est bon pour le coeur, il baisse la tension artérielle car il très peu riche en sodium. Dans les maisons de retraite, il

devrait être délivré matin et soir. Le matin car il contient plus de caféine que le café et permet de se réveiller et le soir car il y a de la sérotonine dans le chocolat et cela permet de s'endormir plus tranquillement" conclut Henri



Joyeux.

Forme Mais d'où vient ce petit ventre ?

Vous vous tenez mal. Constat : en vous regardant de profil, vous vous rendez compte que vous ne vous tenez pas droite. Les épaules sont relâchées, le dos est légèrement courbé, du coup, votre ventre se retrouve projeté en avant.

Les muscles dorsaux comptent parmi les muscles stabilisateurs de notre corps qui permettent de se tenir droit et en équilibre. Notre mode de vie sédentaire fait que nous sollicitons rarement ces muscles. Résultat : ils deviennent paresseux. Prescription : pour y remédier, obligez-vous à vous tenir droite, épaules, hanches et pieds alignés de haut en bas, aussi souvent que possible. Efforcez-vous de rester debout et de travailler votre posture. Lorsque vous vous asseyez, l'idéal est de rester au bord de la chaise et de ne pas vous appuyer sur le dossier.

Calculs urinaires Faut-il limiter ou éviter le calcium ?

Contre le calcium, la méfiance fut longtemps de mise. Mais il est maintenant prouvé qu'un trop faible apport en calcium favorise la présence dans les urines des substances acides, appelées oxalates, provenant de ce que l'on mange. Or, justement, ces substances cristallisent facilement, et favorisent donc la formation de calculs. La consommation de calcium doit être normale, de 800 mg à 1 g quotidiens : l'alimentation (hors produits laitiers) en apportant 200 à 300 mg, il faudrait consommer chaque jour par exemple deux yaourts nature, et un quart de litre de lait ou une part de fromage (45 g de camembert ou 30 g de fromage à pâte dure type emmenthal). Les personnes consommant davantage de calcium doivent boire une eau peu calcique (moins de 100 mg/l, indiqué sur l'étiquette). Celles qui mangent peu de laitage doivent compenser avec une eau calcique (200 mg ou plus).

Dépistage de la trisomie ----- Les tests sanguins seraient plus efficaces que l'amniocentèse

Arrivés sur le marché en 2013, les tests ADN présentent l'avantage d'être moins invasifs que l'amniocentèse. Et surtout, il permettraient de dépister 100% des anomalies selon une étude.

Les tests sanguins, qui consistent à analyser l'ADN circulant dans le sang de la femme enceinte pour déterminer le risque d'anomalie chromosomique sont disponibles en France 2013. Toutefois, ils sont pour le moment réservés aux mamans à risque.

Une étude parue dans la revue médicale américaine *New England Journal of Medicine*

pourrait peut-être faire évoluer les pratiques actuelles. Elle révèle en effet que ces tests ADN serait plus efficace que l'amniocentèse pour dépister les risques de trisomie 21 ainsi que deux autres anomalies chromosomiques moins fréquentes. Les analyses effectuées auprès de 16 000 femmes enceintes de 10 à 14 semaines de grossesse, ont permis de détecter la trisomie 21 chez les 38 foetus affectés, tandis que les techniques standard de dépistage effectué sur le même groupe de femmes, n'a permis d'identifier la trisomie que chez 30 foetus sur 38. Les résultats du prélèvement de l'ADN

foetal ont ensuite été confirmés par des examens du nouveau-né ou prénataux ainsi que par des analyses génétiques à la naissance. Les chercheurs précisent que l'analyse ADN foetal permet donc de réduire les diagnostics faussement positifs : seulement 9 cas ont été relevés avec cette technique contre 854 pour le dépistage conventionnel par amniocentèse.

On constate le même écart de diagnostics erronés sur d'autres anomalies chromosomiques. Par exemple, sur les 10 cas de trisomie 18 (ou syndrome d'Edwards), l'analyse de l'ADN foetal a permis de diagnostiquer neuf cas correc-

tement, contre huit pour les tests standard qui ont par ailleurs produits 49 diagnostics faussement positifs. Quant à la trisomie 13 (ou syndrome de Patau), les deux cas ont correctement été détectés et seul un cas faussement positif a été identifié, contre un seul cas de trisomie diagnostiqué et 28 diagnostics faussement positifs pour les techniques standard.

Les scientifiques précisent néanmoins qu'à ce stade, bien que les tests de l'ADN foetal aient prouvé leur efficacité, les techniques habituelles peuvent seules "détecter le risque d'un ensemble d'autres anomalies du foetus".

Parents ----- Choix des aliments, plutôt que le régime

Même en cas de ronds, on évite de mettre un enfant au régime, afin de ne pas le carencer ou encore de diaboliser la nourriture. Pour sa croissance, il

a des besoins élevés en protéines, certains lipides, glucides, calcium, fer, vitamines... Le mieux est de lui faire manger un peu de tout en favorisant les "aliments amis".

Au premier rang figurent les fruits et légumes frais. En entrée, en accompagnement et au dessert, ils trouvent leur place tout au long des repas. Les efforts d'épluchages sont récompensés

par les fibres et les vitamines qu'ils apportent ! Ne pas oublier aussi les quatre produits laitiers répartis dans la journée et les féculents dont l'enfant a besoin pour se sentir rassasié.



Les DÉBATS
Quotidien national
d'information

Edité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Coupe de la CAF/Après sa défaite face au Pétro Atlético

Tout se décidera face au Zamalek pour le NAHD



Le Nasr d'Hussein-Dey n'aura d'autres choix maintenant que de l'emporter lors de la sixième et dernière journée de la phase des poules de la Coupe de la CAF face aux Egyptiens du Zamalek, après sa défaite avant-hier après-midi face aux

Angolais du Pétro Atlético sur le score de (2/0) au stade du 11 décembre de Luanda. Ça sera une véritable finale pour les deux formations nord-africaines surtout après le succès à domicile du Zamalek face au Ghor Mahya sur le score sans appel de (4/0) et qui le propulse à la première place avec huit points. Les Sang et Or savent que même le nul n'arrangera pas ses affaires, même si le fait d'avoir son destin en ses mains les rassurent puisqu'ils n'attendent pas le résultat de l'autre match de ce groupe D qui verra Ghor Mahya et Pétro jouer pour le deuxième billet de qualification. Pour revenir au match face aux Angolais, il faut savoir que les choses étaient, dès le départ, très difficile notamment avec l'absence du capitaine et buteur, Ahmed Gasmî en plus des conditions météorologiques très pénibles, notamment avec une chaleur suffocante et un taux d'humidité très élevé. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Ricardo Job (30') et Thiago Azulao (39', sp) pour Petro Atlético. L'arbitrage était, en outre, très décevant sachant qu'il avait privé l'équipe husseindéenne d'au moins deux penaltys, alors que celui des Angolais était vraiment très litigieux étant donné que la faute sur le joueur brésilien du Pétro a été commise sur la ligne des 18m et non dans la surface de réparation. L'arbitre avait d'ailleurs sifflé un coup franc avant de se raviser et désigner le point de penalty, ce qui a soulevé le courroux des joueurs nahdistes emmenant le capitaine, Khiat à se faire avertir et donc à s'absenter pour le prochain match face au Zamalek.

Imad M.

Championnat National Amateur La FAF condamne le caillassage du bus de l'ASK

■ La Fédération algérienne de football (FAF) a qualifié de «condamnables et inacceptables» l'agression dont a été victime l'AS Khroub samedi, à son arrivée au stade Zerdani Hassouna d'Oum El Bouaghi, où il devait affronter l'US Chaouia pour le compte de la 24^e journée du Championnat National Amateur, Groupe Est. Le bus qui transportait la délégation khroubienne a été «sérieusement endommagé et les actes de violence perpétrés ont mis en danger l'intégrité physique des joueurs et de leurs accompagnateurs» a indiqué la FAF dans un communiqué, assurant qu'elle «suivra avec une très grande attention les décisions que prendra la Commission de discipline de la Ligue de football professionnel (CD/LFP)» dans cette affaire. L'instance fédérale veille en effet à ce que toutes les compétitions organisées sous son égide, à travers tout le territoire national, se déroulent dans les meilleures conditions possibles. Suite aux incidents perpétrés samedi à Oum El Bouaghi, le match US Chaouia - AS Khroub ne s'est pas joué.

Championnat du monde de rafle (Tir de précision)

Lamia Aissioui championne du monde

■ La joueuse algérienne Lamia Aissioui s'est adjugée le titre mondial du concours de tir de précision au Championnat du Monde de Rafle (homme et dames), samedi à Turcman en Argentine, la ville hôte de la compétition qui prendra fin, lundi avec la participation de 23 pays du cinq continents. Aissioui, seule représentante algérienne en individuel, a réussi sa médaille d'or, grâce à un total de 24 points récoltés en deux tours: 9 pts au 1^{er} tour et 15 pts au second. Le podium du Mondial a été complété par Rosalba Rojas (Pérou), médaillée d'argent avec 19 pts et Romina Bolatti (Argentine) avec le même total. Chez les messieurs, l'Algérien Ali Hakim a remporté le bronze de la même épreuve avec un total à 25 points (16 pts au 1^{er} tour et 9 pts au second).

Ligue des champions d'Afrique Zaoui : "La JSS peut aller loin dans cette compétition"

■ La JS Saoura, vainqueur samedi soir (2-0) à Bechar devant l'AS Simba Sport de Tanzanie lors 5^e journée de la phase de poules (Gr D) de la Ligue des champions d'Afrique, a confirmé sa «véritable place» dans cette compétition continentale où elle «préserve toutes ses chances de qualifications», a estimé son entraîneur Karim Zaoui. «Notre équipe a pris sa revanche contre les Tanzaniens et conforte du coup ses chances de qualification aux quarts de finale» de cette prestigieuse compétition africaine, en «se classant première de son groupe avec 8 points», a indiqué le coach, ajoutant que son équipe pourra même «créer la surprise» le 16 mars courant lors de sa prochaine rencontre avec Al Ahly au Caire. «Nous n'avons pas d'autre alternative que de gagner cette rencontre afin de préserver nos chances de qualification au sein de notre groupe dont nous sommes ce soir (ndlr, après le match de samedi) les premiers», a-t-il déclaré à l'issue de cette

rencontre. La JS Saoura a battu samedi soir au stade du "20 aout" de Bechar l'AS Simba Sport par deux buts à zéro, grâce aux réalisations des attaquants Yahia Cherif (17e) Hamia Mohamed El Amine (51e sur pen.). «Notre victoire ce soir est le fruit de nos efforts et de nos choix tactiques et techniques. C'est aussi le résultat de notre état d'esprit, celui d'être les dignes représentants du football algérien dans cette compétition continentale», a encore souligné Karim Zaoui, qui compte dès lundi faire reprendre aux joueurs les entraînements pour préparer le prochain match contre Al Ahly. De son côté, l'entraîneur de l'AS Simba Sport avait déclaré, lors de la conférence de presse tenue à l'issue de la rencontre, que ses joueurs «ont essayé d'être à la hauteur, mais sans succès devant une équipe qui sait jouer». La victoire de la JS Saoura devant le club tanzanien a donné lieu à des scènes de joie à travers la ville de Béchar.

MLS /Impact Montréal

Taider signe son deuxième but de la saison

■ Le milieu international algérien Saphir Taider a signé samedi soir son deuxième but de la saison sous les couleurs de l'Impact Montréal, battu en déplacement face à Houston Dynamo (2-1), dans le cadre de la 1^{re} journée de la Major League Soccer (MLS). L'ancien joueur du FC Bologne (Serie A italienne) a ouvert le score à la 34^e minute, avant que son équipe ne concède l'égalisation deux minutes plus tard (36e). Les locaux ont marqué le but de la victoire en fin match (86e). Taider a ouvert son compte buts lors de la victoire décrochée en déplacement par l'Impact face à San José Earthquakes (2-1). Un début de saison prometteur pour l'Algérien qui affiche d'emblée ses ambitions sur le plan personnel. Pour sa première saison avec l'équipe de Montréal, Taider (27 ans) avait inscrit 7 buts. Il avait atterri au Canada en janvier 2018 pour un contrat de trois ans, dont un prêt de deux saisons, en plus d'une année d'option pour 2021 en provenance du FC Bologne (Serie A italienne). Écarté des rangs de l'équipe nationale par l'ancien sélectionneur Rabah Madjer pour des raisons disciplinaires, Taider est convoqué régulièrement depuis l'arrivée de Djamel Belmadi à la tête des Verts en août 2018. Il devrait figurer dans le groupe de la sélection en vue des deux matchs prévus à domicile en ce mois de mars : face à la Gambie en clôture des qualifications de la CAN-2019 et en amical devant la Tunisie.

Judo / Grand-Prix de Marrakech (3e journée)

Élimination des trois derniers Algériens engagés

■ Les trois derniers judokas algériens engagés dans le tournoi «Grand-Prix de Marrakech», en l'occurrence Abderrahmane Benamadi (-90 kg), Lyès Bouyacoub (-100 kg) et Mohamed El Mehdi Lili (+100 kg) ont été éliminés dimanche, lors de la troisième journée de cette compétition internationale, organisée du 8 au 10 mars au Maroc. La Fédération algérienne de judo a engagé un total de 13 athlètes dans ce tournoi (neuf messieurs et quatre dames). Huit d'entre eux ont été éliminés vendredi et samedi, lors des deux premières journées de compétition, au moment où Kaouthar Ouallal (-78 kg) et Sonia Asselah (+78 kg) avaient déclaré forfait au tout dernier moment, pour cause de blessure. Benamadi avait commencé par dominer le Néerlandais Bas Van Empelen avant de chuter au tour suivant

contre l'Estonien Mattias Kuusik, tout comme cela a été le cas pour son compatriote Bouyacoub, qui a gagné le premier combat contre le Marocain Nasser Edderdak avant de perdre le suivant contre l'Uzbek Mukhammad Karim Khurramov. Pour sa part, Lili, qui a été exempté du premier tour, a été éliminé dès son entrée en lice, contre l'Allemand Sven Heinle, qui lui aussi avait été exempté du premier tour. Les autres judokas algériens ayant pris part à ce tournoi sont : Mohamed Sofiane Belrekaâ (+100 kg), Abderrahim Bouchoukh (-90 kg), Houari Belhadeuf (-100 kg), Wail Ezzine (-66 kg), Rayane Moudjed (-48 kg), Fethi Nourine (-73 kg), Mokhtar Youcef Zallat (-81 kg) et Amina Belkadi (-63 kg), qui ont été éliminés vendredi et samedi. Belrekaâ a été sorti par le Sénégalais MBagnick N'Diaye, au

moment où ses compatriotes Belhadeuf et Bouchoukh ont été sortis respectivement par l'Ukrainien Danylo Hutsol et le Polonais Rafal Kozlowski. De leur côté, Nourine, Zallat et Belkadi ont été éliminés respectivement par le Géorgien Lasha Shavdatuashvili, le Roumain Vlad Visan et l'Autrichienne Magdalena Krssakova, emboitant ainsi le pas à Moudjed et Ezzine, qui étaient les tout premiers à quitter compétition, après leurs défaites respectives contre la Chinoise Wong Ka Lee et l'Égyptien Mohamed Abdelmawgoud. Au total 443 judokas (259 messieurs et 184 dames), représentant 67 nations prennent part à cette compétition qui met en jeu un grand nombre de points en vue d'une qualification aux prochains Jeux olympiques d'été, prévus en 2020 à Tokyo (Japon).



Algier
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

http://www.lesdebats.com

La France a pris acte hier soir des décisions prises par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika de ne pas briguer un autre mandat et de reporter l'élection présidentielle. "La France prend acte" de la décision du président Bouteflika de ne pas se présenter à l'élection présidentielle qui était prévue le 18 avril, a indiqué Gabriel Attal, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education nationale. Questionné sur les décisions du président Bouteflika, le secrétaire d'Etat français a déclaré, au cours de l'émission "Audition Publique" sur LCP et Public Sénat, en partenariat avec l'AFP et Le Figaro qu'il "ne croit pas avoir beaucoup d'autres commentaires à faire", soulignant que les Algériens "tiennent à ce qu'on respecte leur indépendance, leur souveraineté (et) ils ne veulent pas qu'on fasse de l'ingérence".

Le président Bouteflika a adressé lundi un message à la nation dans lequel il a annoncé le report de l'élection présidentielle du 18 avril et sa décision de ne pas briguer un 5ème mandat à la magistrature suprême. Il a également indiqué qu'il comprend "tout particulièrement le message porté par les jeunes en termes, à la fois, d'angoisse et d'ambition pour leur avenir propre et pour celui du pays", annonçant la tenue de l'élection présidentielle dans le prolongement de la conférence nationale inclusive et indépendante ainsi que la formation d'un gouvernement de compétences nationales.

Gabriel Attal, a estimé qu'"à l'évidence, c'est une prise en compte de la mobilisation très forte qui a eu lieu en Algérie. () C'est une prise en compte de cette mobilisation". "Evidemment, la France suivra avec attention" le développement de la situation politique en Algérie, a-t-il ajouté.

A l'issue du Conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, a souligné lundi que "l'Algérie est un pays ami de la France, un pays clé en Afrique et évidemment en Méditerranée", réaffirmant que la stabilité, la sécurité et le développement de l'Algérie sont "essentiels".

De son côté, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a salué lundi soir les décisions du président Bouteflika, de ne pas briguer un nouveau mandat présidentiel et de "prendre des mesures pour rénover le système politique algérien".

"Je salue la déclaration du président Bouteflika par laquelle il annonce ne pas solliciter un cinquième mandat et prendre des mesures pour rénover le système politique algérien", a-t-il indiqué dans une déclaration publiée sur le site de son ministère.

"Au lendemain des grandes manifestations, qui se sont déroulées dans le calme et la dignité à travers toute l'Algérie, la France exprime l'espoir qu'une nouvelle dynamique à même de répondre aux aspirations profondes du peuple algérien puisse s'engager rapidement", a-t-il ajouté, réitérant l'attachement de la France "à ses liens d'amitié avec l'Algérie en formant des vœux de paix, de stabilité et de prospérité pour l'ensemble de son peuple".

R. N.

GHIR HAK

radjedz@outlook.fr

LE TERRORISME ROUTIER CONTINUE DE SEVIR



Port de Skikda

Saisie de près de 15 000 comprimés de psychotrope



P près de 15 000 comprimés de psychotropes (14 720) ont été saisis et un ressortissant étranger appréhendé dans le cadre d'une opération menée conjointement par les services des Douanes et la brigade de la police des frontières maritimes du port de Skikda, a-t-on appris hier auprès de la Sûreté de wilaya. Cette quantité de comprimés, classés hallucinogènes, a été découverte dans un véhicule touristique en provenance de Marseille (France) à bord du navire *Tassili 2*, a précisé, au

cours d'une conférence de presse organisée au siège de la wilaya, l'inspecteur principal de la direction des Douanes algériennes, également chargé de l'information et de la communication de ce corps constitué, Merouane Bousaïd, soulignant que le contrôle du véhicule au scanner a permis de découvrir «des objets suspects» dissimulés à l'arrière de la voiture. «La fouille minutieuse de la voiture a permis la découverte de près de 30 sachets renfermant 500 comprimés de psychotropes

chacun», a ajouté M. Bousaïd, faisant savoir que les résultats de l'analyse des substances saisies transmises au laboratoire régional de la police scientifique de Constantine ont démontré que «ces comprimés étaient des substances hallucinogènes prohibées à l'échelle internationale».

Un procès-verbal de saisie et une amende de 207 millions de DA ont été libellés à l'encontre du mis en cause, a précisé la même source.

De son côté, le chef du service de la police judiciaire, le commissaire de police Redha Moumeni, a indiqué que les investigations entamées dans le cadre de cette opération et qui ont mené les enquêteurs dans d'autres wilayas pour les besoins de l'enquête confirment «l'existence d'un réseau organisé de trafiquants», soulignant que «l'enquête se poursuit avec le ressortissant étranger arrêté sur le terrain». Un dossier juridique a été établi par les services de la police à l'encontre du mis en cause dans cette affaire, a signalé le commissaire Moumeni. **H. L.**

Panne d'électricité au Venezuela

Cuba condamne une «agression brutale»

Le président cubain, Miguel Diaz-Canel, a réitéré sa condamnation de l'«agression brutale» contre Caracas par les Etats-Unis, tout en dénonçant l'atteinte au système électrique du Venezuela, ont rapporté lundi des médias locaux. «L'empire américain intensifie son agression criminelle et brutale contre le Venezuela», a tweeté dimanche M. Diaz-Canel, faisant référence à la panne d'électricité nationale prolongée au Venezuela.

«Cette atteinte au système électrique a mis en évidence les mensonges et le cynisme du faux discours humanitaire de cet empire. Nous condamnons les agressions contre le pays natal de Chavez. Ne touchez pas au Venezuela», a-t-il également dénoncé.

Dans un autre tweet datant de samedi, le président cubain avait qualifié cette panne de courant de «sale action terroriste» afin d'«écraser la résistance du peuple vénézuélien et d'encourager une intervention militaire».

Depuis jeudi après-midi, les Vénézuéliens sont frappés par une panne d'électricité nationale prolongée, que les autorités ont attribuée

à un sabotage dans une centrale hydroélectrique.

L'électricité a été rétablie vendredi après-midi dans au moins 10 districts de Caracas après une panne de 20 h, ainsi que dans plusieurs Etats de l'Est. La capitale a, en revanche, connu une autre panne samedi.

Le président vénézuélien, Nicolas Maduro, a affirmé dimanche que des attaques cybernétiques étaient à l'origine de la panne massive, accusant des «extrémistes de l'opposition» d'avoir utilisé des hautes technologies dont seul le gouvernement américain dispose.

La Société nationale de l'électricité (Corpoelec) a affirmé qu'un sabotage avait paralysé la plus importante centrale électrique du pays, celle de Guri, dans le Sud, qui fournit au Venezuela 80% de son énergie électrique.

Le début de la crise au Venezuela date de la fin janvier, lorsque l'opposant Juan Guaido s'est autoproclamé «président en exercice» de ce pays touché par une crise économique, reconnue immédiatement par le président américain, Donald Trump.

ACTU...

Tissemsilt

Ouverture des premières journées historiques «Femmes rebelles»

Les premières journées historiques «Femmes rebelles» ont été ouvertes hier au Musée du moudjahid de Tissemsilt, à l'initiative de ce dernier et ce, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la femme.

Cette manifestation de trois jours comporte une exposition de photos de martyres et de moudjahidate de la glorieuse guerre de Libération nationale. Des ouvrages traitant de cette période charnière de l'histoire du pays, des revues spécialisées et des travaux de recherches sur le combat de la femme algérienne durant la guerre de Libération nationale sont également exposés.

Un concours sur la meilleure recherche historique traitant de la vie d'une martyre ou d'une moudjahida durant la Révolution de Novembre 1954 a été lancé dans le cadre de cette manifestation. Ce concours est ouvert aux élèves des établissements scolaires de la wilaya. Le directeur du Musée du moudjahid donnera une conférence sur la participation de la femme au combat libérateur du pays.

Des dépliants sur les sacrifices consentis par ces femmes martyres seront distribués aux visiteurs.

Des moudjahidate, des filles de chouhada et autres historiennes seront honorées au terme de cette manifestation. **R. O.**

Constantine

Recul du nombre de décès sur les routes

Le nombre de décès signalés sur les routes de Constantine durant l'année 2018 a baissé par rapport à l'année 2017, a indiqué la responsable de la cellule de communication et des relations publiques auprès de la Sûreté de wilaya, le lieutenant Fairouz Debbache.

En marge d'une campagne de sensibilisation ciblant les conducteurs des véhicules de catégorie poids lourd, la responsable a précisé dimanche que, les accidents recensés sur les axes routiers de Constantine ont fait 22 morts contre 28 morts déplorés en 2017.

Durant l'année 2018, il a été enregistré 330 accidents de la route occasionnant 426 blessés contre 320 accidents signalés en 2017 et ayant fait 441 blessés, a ajouté le lieutenant Debbache, mettant l'accent sur l'importance des campagnes de sensibilisation au profit des conducteurs dans la lutte contre les accidents de la route.

Selon la même source, le facteur humain demeure la première cause d'accidents de la route signalés, ajoutant que les infractions relevées par les services de Sûreté durant 2018 sont relatives à l'excès de vitesse et le non-respect de la distance de sécurité.

R. H.

Naâma

Un mort et un blessé dans un accident de la circulation

Une personne a trouvé la mort et une autre a été blessée dans un accident de la circulation, survenu dans la nuit du dimanche à lundi dans la wilaya de Naâma, a-t-on appris des services de la Protection civile.

L'accident s'est produit au niveau du chemin vicinal reliant la RN06 et le village de Touadjer (Nord de Naâma) suite à une collision entre un véhicule et deux motocycles.

Un motocycliste a été tué sur le coup alors que le second a été grièvement blessé.

H. B.